

# LA FRANCILIENNE CONTOURNEMENT EST de l'aéroport ROISSY CdG LIAISON A104 - A1

Dossier de demande d'autorisation au titre des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement  
( Rubriques : 2.3.1, 2.7.0, 5.3.0 et 6.1.0 )







<b>NOM ET ADRESSE DU DEMANDEUR</b>
------------------------------------

La présente demande d'autorisation est effectuée par le :

MINISTERE DES TRANSPORTS, DE L'EQUIPEMENT, DU TOURISME ET DE LA MER

Direction des Routes

La Grande Arche

92055 – LA DEFENSE CEDEX

représenté par la :

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT DE SEINE-ET-MARNE

288, Avenue Georges Clémenceau

BP 596

77005 - MELUN





## SOMMAIRE

### OBJET DU DOSSIER

#### 1 – JUSTIFICATION DU PROJET

##### 1.1 – GENERALITES

##### 1.2 - CARACTERISTIQUES GENERALES DE L'OPERATION

##### 1.3 - AIRE D'ETUDE

#### 2 – PRESENTATION DU SITE

##### 2.1 – CLIMATOLOGIE

##### 2.2 – GEOLOGIE

##### 2.3 – TOPOGRAPHIE

##### 2.4 – HYDROGEOLOGIE

###### 2.4.1 - Contexte général

###### 2.4.2 - Vulnérabilité générale des eaux de la nappe

##### 2.5 - HYDROLOGIE – ECOULEMENTS NATURELS ET ARTIFICIELS

###### 2.5.1 - Contexte général

###### 2.5.2 – Caractéristiques quantitatives

###### 2.5.3 – Objectifs de qualité et qualité des eaux

###### 2.5.4 – Milieux aquatiques

##### 2.6 - PROTECTIONS ET USAGES DES EAUX SOUTERRAINES ET SUPERFICIELLES

###### 2.6.1 - Usages des eaux souterraines

###### 2.6.2 – Usages des eaux superficielles

<b>5</b>	<b>3 – DESCRIPTION DU PROJET ET DE SES CARACTERISTIQUES TECHNIQUES</b>	
	3.1 - DESCRIPTION DE L'AMENAGEMENT ET DE SES « ANNEXES »	31
<b>7</b>	<b>3.2 - CARACTERISTIQUES GEOMETRIQUES EN PHASE D'AMENAGEMENT</b>	31
<b>9</b>	<b>3.3 - ASSAINISSEMENT DU PROJET</b>	32
<b>10</b>	3.3.1 - Principes d'assainissement	32
<b>10</b>	3.3.2 - Principes d'assainissement retenus par bassin versant	32
	3.3.3 – Système de collecte des eaux	35
<b>13</b>	<b>4 – IMPACTS DU PROJET</b>	<b>37</b>
<b>15</b>	<b>4.1 – IMPACTS EN PHASE CHANTIER</b>	<b>38</b>
<b>17</b>	<b>4.2 – IMPACTS CHRONIQUES</b>	<b>38</b>
<b>17</b>	4.2.1 – Impacts chroniques sur les eaux superficielles	38
<b>20</b>	4.2.2 - Impacts chroniques sur les eaux souterraines	42
<b>20</b>	<b>4.3 – IMPACTS SAISONNIERS</b>	<b>42</b>
<b>20</b>	<b>4.4 – IMPACTS ACCIDENTELS</b>	<b>43</b>
<b>22</b>	<b>5 – MESURES COMPENSATOIRES</b>	<b>45</b>
<b>22</b>	<b>5.1 - MESURES ENVISAGEES EN PHASE CHANTIER</b>	<b>47</b>
<b>22</b>	<b>5.2 - MESURES ENVISAGEES DANS LE CADRE DE L'EXPLOITATION</b>	<b>47</b>
<b>25</b>	5.2.1 - Conception des ouvrages de traitement de la pollution chronique, saisonniere et accidentelle	47
<b>25</b>	5.2.2 – Procédure d'intervention en cas de pollution accidentelle	47
<b>27</b>	5.2.3 - Auto-surveillance du fonctionnement des ouvrages de traitement	47
<b>27</b>	5.2.4 - Entretien des ouvrages de traitement	48
	<b>6 – CONFORMITE AVEC LE SDAGE</b>	<b>51</b>
	<b>ANNEXES</b>	<b>55</b>







## Objet du dossier

Le présent dossier concerne la procédure d'Autorisation relative au projet routier de contournement Est de l'aéroport de Roissy implanté sur les communes d'Epiais-les-Louvres, de Chennevières-les-Louvres (cette commune n'est concernée que par des bretelles de raccordement) dans le Val d'Oise, et de Mauregard, du Mesnil-Amelot, de Mitry-Mory, de Thieux et de Compans en Seine-et-Marne.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de la réalisation de l'autoroute dite « Francilienne », prévue par le Schéma Directeur de la Région Ile-de-France (SDRIF).

Le montant de l'opération est de 147,52 M€ pour 133,91 M€ de travaux.

Ce projet est soumis aux dispositions du Code de l'environnement, au travers de la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau (Livre II, Titre 1<sup>er</sup> « Eaux et milieux aquatiques ») et de ses décrets d'application modifiés n°93-742 et n°93-743 du 29 mars 1993 et n°93-1182 du 21 octobre 1993, qui imposent la réalisation d'une procédure d'autorisation ou de déclaration pour les installations, ouvrages, travaux et activités entraînant des prélèvements ou des rejets dans les eaux.

Le dossier d'études préliminaires du contournement de l'aéroport de Roissy établi après consultation des différentes administrations et collectivités territoriales a été approuvé le 30 décembre 1998.

Le dossier d'avant-projet sommaire du contournement de l'aéroport de Roissy établi après consultation des différentes administrations et collectivités territoriales a été approuvé le 23 mars 2000. Un complément au dossier d'avant-projet sommaire a fait l'objet d'une décision ministérielle en date du 23 août 2001.

Le dossier d'avant-projet sommaire du complément de l'échangeur A1 – Francilienne, établi après consultation des différentes administrations et collectivités territoriales, a été approuvé le 29 septembre 1999.

Une procédure de consultation des différentes administrations concernées, l'Instruction Mixte à l'Echelon Local (I.M.E.L.) a été engagée, conformément aux dispositions de la loi n°52-1265 du 29 novembre 1952 relative aux travaux mixtes, de ses décrets d'application pour chacune des deux opérations.

Le projet de contournement Est de Roissy a fait l'objet d'une Déclaration d'Utilité Publique sur les départements du Val d'Oise et de Seine-et-Marne le 22 septembre 2003, jointe en annexes.

**Le présent dossier est complété par deux autres dossiers de demande d'autorisation** au titre de la loi sur l'eau instruits pour la réalisation des dispositifs d'assainissement prévus aux extrémités de la future A104. Ces dossiers, auxquels on se reportera utilement pour des compléments d'information relatifs à l'assainissement des bassins versants naturels concernés aux extrémités du présent projet, concernent plus précisément :

- la création de deux bassins de retenue d'eaux pluviales au cours de l'achèvement de **l'échangeur Francilienne-A1**, sur les communes d'Epiais-lès-Louvres et de Chennevières-les-Louvres - Juin 2002 – Conseil Général du Val d'Oise (95). Ces bassins ont fait l'objet d'une **autorisation préfectorale en date du 6 Novembre 2003**.

- **l'échangeur dit « de Compans »** entre la RN 2 et la RD 212 au Nord-Est de Mitry-Mory (extrémité Est du projet de contournement Nord-Est de Roissy) – Janvier 1998 – DDE de Seine-et-Marne (77). L'autorisation du réaménagement de l'échangeur de Compans a fait l'objet d'un **arrêté préfectoral en date du 15 Janvier 1999**.

Ces deux arrêtés sont joints en annexe au présent dossier.

Ce dossier de demande au titre de la loi sur l'eau est relatif aux dispositions d'assainissement complémentaires à celles déjà acceptées par les arrêtés préfectoraux ci-dessus. A ce titre, il ne concerne que le département de Seine et Marne.

Le projet de contournement Est de l'aéroport est concerné par plusieurs rubriques de la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou déclaration :

Ouvrages ou impacts	Caractéristiques, importance ou intensité des ouvrages	rubrique du décret n°93-743 concernée	Procédure résultante
Création d'étangs ou de plans d'eau s'écoulant directement ou indirectement dans un cours d'eau (hors 1 <sup>ère</sup> catégorie piscicole)	Superficie totale de 1,4 ha	2.7.0. alinéa 2 Création de plans d'eau dont la superficie est supérieure à 0,1ha mais inférieure à 3ha	Déclaration
Rejet d'eaux pluviales dans les eaux superficielles ou dans un bassin d'infiltration	Superficie totale de 34 ha desservie dans la Reneuse via le bassin des Renardières	5.3.0. Rejets d'eaux pluviales dans un bassin d'infiltration, la superficie totale desservie étant supérieure à 20ha	Autorisation
Installations ou activités à l'origine d'un effluent correspondant à une des caractéristiques suivantes	Apport en sels dissous supérieur à 5t/j : - apport équivalent à 9,5 t/j dans le bassin des Renardières	2.3.1 Apport en sels dissous supérieur à 5t/j : -apport équivalent à 9,5t/j dans le bassin de la renardière	Autorisation
Gestion des eaux pluviales	Montant des travaux supérieur à 1 900 000 euros	6.1.0. Travaux prévus à l'article L211.7 du code de l'environnement *	Autorisation

\* pour une mise en cohérence avec l'arrêté préfectoral d'autorisation établi sur l'échangeur Francilienne-A1.

Au vu des rubriques concernées, le projet est soumis à autorisation.







# 1 – JUSTIFICATION DU PROJET





## 1.1 - GENERALITES

Les travaux concernent une opération à deux composantes :

- le contournement de l'aéroport de Roissy - Charles de Gaulle par l'autoroute A104 (Francilienne Est) entre le raccordement de la RN2 à Compans et le raccordement à la Francilienne Ouest au niveau de l'autoroute A1, avec ses dispositifs d'échange, et les travaux annexes (assainissement, buttes paysagères, etc.).
- le rétablissement de la voirie locale constituée par la RD212.

L'Etat est Maître d'Ouvrage de cette opération.

Le projet s'inscrit dans un programme d'aménagement plus vaste dont il constitue une première phase. Ce programme consiste à boucler la Francilienne entre l'autoroute A1, au niveau de son échangeur avec la Francilienne, et la N2, au niveau de leur échangeur avec la Francilienne existante (A104).

Le plan d'ensemble page ci-contre fait figurer ces différents éléments.

Le réseau routier situé autour de l'aéroport de Roissy est constitué pour l'essentiel :

- de voies principales : les autoroutes A1, A3 et A170, la Francilienne (la section RN17 – A1 sera en service fin 2001), les N2 et N17,
- de voies secondaires : les voies périphériques Nord et Sud (VPN et VPS) de l'aéroport, la RD212 en Seine-et-Marne, les RD165 et RD902a dans le Val d'Oise.

Ce réseau dessert un secteur dont l'économie est particulièrement dynamique, avec de grands équipements (l'aéroport, le parc des expositions de Villepinte), de nombreuses zones d'activités, et des centres commerciaux de grande envergure.

Il supporte ainsi un trafic important de type « domicile-travail », mais aussi « affaires » et « loisirs » avec de fortes pointes lors de certaines manifestations au parc des expositions.

Ce trafic est en progression constante et l'autoroute A1, à l'approche de l'aéroport, fait partie des secteurs d'Ile-de-France où l'augmentation a été la plus forte entre 1997 et 1998. La RD212 à l'Est de l'aéroport a, quant à elle, vu son trafic moyen passer de 12 000 véh/j à près de 20 000 véh/j entre 1992 et 2000.

Les périodes de saturation de ce réseau sont fréquentes, notamment pour ce qui concerne les autoroutes A1, A3 et A170 et la RD212 à l'Est de l'aéroport.

Les accès à l'aéroport s'effectuant à partir des voies A1 et A3 à l'Ouest (et accessoirement la RD902a), et la RD212 à l'Est, il est donc souvent difficile d'accéder à l'aéroport. ceci pose des problèmes pour l'activité de l'aéroport et pour la sécurité de son fonctionnement (en cas d'accident majeur sur l'accès principal à l'Ouest, les seuls accès disponibles à l'Est comme à l'Ouest ne présentent qu'une faible capacité).

Avec la prise en compte des hypothèses d'urbanisation du Schéma Directeur Régional d'Ile-de-France (SDRIF), les itinéraires qui contournent l'aéroport sont totalement saturés.





L'aménagement que nous considérons assurera donc deux fonctions :

- d'une part, créer un bouclage de la rocade Francilienne en permettant une liaison directe entre Cergy et Marne-la-Vallée, de manière à assurer un déplacement correct entre ces deux pôles importants ainsi que la continuité du transit entre les différentes autoroutes radiales.
- d'autre part, créer un accès par l'Est à l'aéroport de Roissy afin de délester l'accès Ouest actuel via l'autoroute A3 et d'augmenter la capacité d'accueil à l'aéroport suite à la mise en service des deux pistes supplémentaires et des nouvelles aérogares situées à l'Est de la plate-forme aéroportuaire.

## 1.2 - CARACTERISTIQUES GENERALES DE L'OPERATION

Le projet, long de 7,650 km, concerne d'Est en Ouest les communes :

- de Compans, de Thieux, de Mitry-Mory et du Mesnil-Amelot en Seine et Marne.
- de Mauregard et d'Epiais-les-Louvres dans le Val d'Oise,

Le projet trouve son origine à Compans, où l'A104 assure grâce à l'échangeur du même nom les échanges avec la RN2.

Depuis ce raccordement jusqu'à Mauregard, l'A104 longe l'emprise des Aéroports de Paris sur le tracé de la RD212 actuelle. Cette dernière est déviée au Nord de l'A104 depuis le dit échangeur jusqu'à la commune de Mauregard. Au niveau de Mauregard, la RD212 rencontre un giratoire qui la relie à la Voie Périphérique Nord (VPN) de l'aéroport de Roissy et à une voie d'accès au village.

De Mauregard à l'échangeur d'Epiais-les-Louvres, qui permet la liaison à l'autoroute A1, l'A104 quitte le tracé de l'ancienne RD212 et s'éloigne de l'emprise des Aéroports de Paris, vers le Nord.

Le profil en travers adopté est celui d'une route à deux chaussées comportant chacune deux voies de circulation. Les deux chaussées sont séparées par un terre-plein-central de 10 m qui constitue la réserve d'emprise permettant l'élargissement futur à 2 x 3 voies.

Le projet est figuré sur la carte du périmètre d'étude, représenté page ci-contre.

## 1.3 - AIRE D'ETUDE

La délimitation de l'aire d'étude du présent dossier se fonde sur les limites des sous-bassins versants hydrographiques dont le fonctionnement hydrique est susceptible d'être affecté par le projet.

L'aire d'étude est représentée page ci-contre.









## 2 – PRESENTATION DU SITE





## 2.1 - CLIMATOLOGIE

La station météorologique la plus proche du projet disposant de données statistiques sur une longue période (1974-1998) est celle de l'aéroport de Roissy – Charles de Gaulle.

La zone d'étude subit un climat tempéré océanique à influence continentale. Les principales caractéristiques du climat sont présentées ci-dessous :

### Températures

Les températures sont relativement clémentes.

La température moyenne annuelle est de l'ordre de 11 °C. L'amplitude thermique annuelle moyenne est faible (15,2°C) puisque la température moyenne du mois le plus chaud n'atteint pas 20°C et que les hivers restent modérés. Il gèle en moyenne 43 jours par an.

### Précipitations

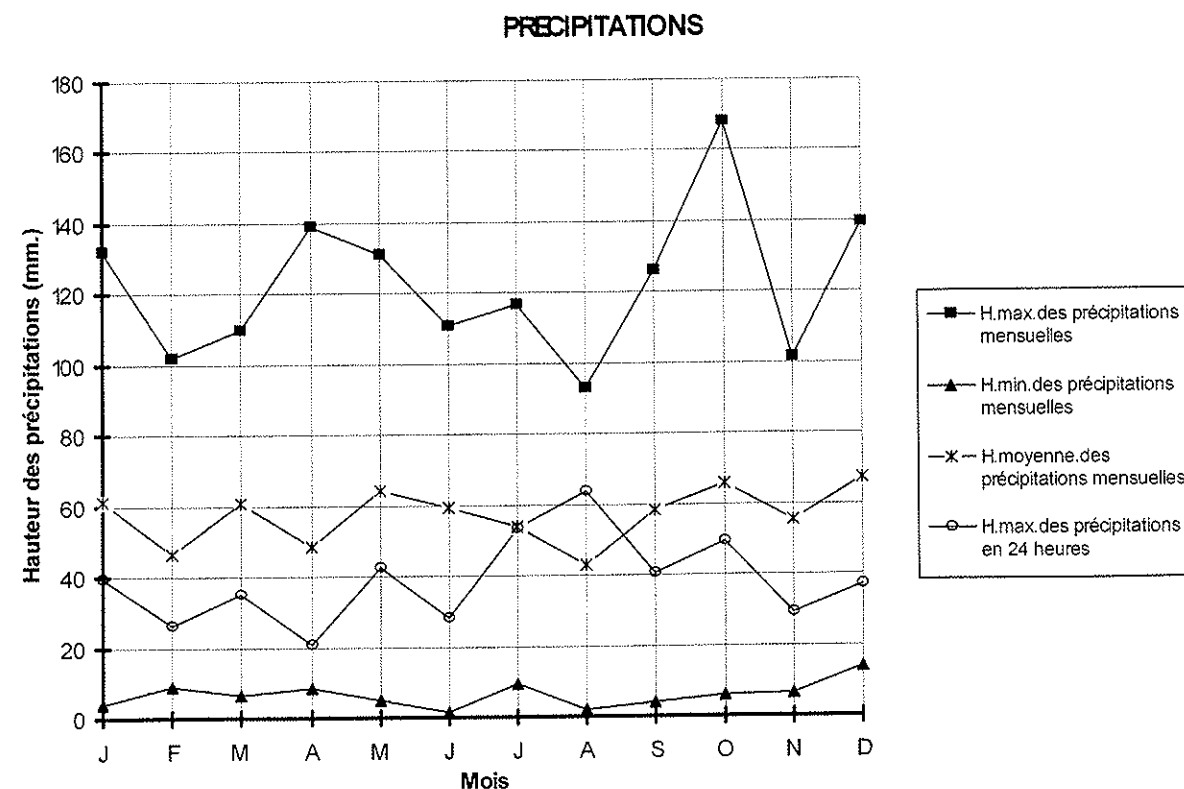
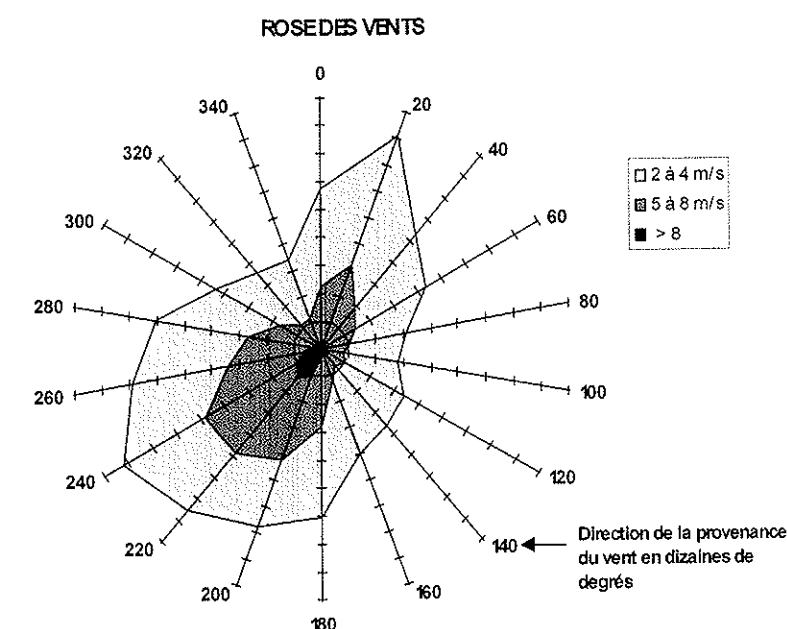
La hauteur moyenne des précipitations annuelles à Roissy est de 685 mm. La répartition temporelle des pluies est relativement régulière ; il pleut environ 170 j/an, soit à peu près 1 jour sur 2.

### Vents

Les vents ne sont pas freinés ou canalisés, en raison de la topographie de plateau de la zone d'étude. La rose des vents ci-contre présente une dominance des vents en provenance du Sud-Ouest, avec une vitesse moyenne de 4,4 m/s.

Les vents calmes (vents inférieurs à 0,5 m/s), les plus pénalisants du point de vue de la dispersion des polluants et qui intéressent un projet de route nouvelle, sont relativement peu fréquents et représentent moins de 1 % des observations valides. Ils ne sont pas caractérisés par des directions privilégiées.

**L'aire d'étude est située dans une région de climat tempéré océanique à influence continentale où les vents dominants proviennent du Sud-Ouest. Les précipitations sont fréquentes mais peu abondantes et relativement régulières sur l'année avec des orages de mai à mi-août qui peuvent être très violents. Les précipitations cumulées, plus faibles en saison estivale mais d'intensité plus importante qu'aux autres saisons, engendrent des pointes de pollution par lessivage, des phénomènes d'érosion et des inondations.**





## 2.2 - GEOLOGIE

L'aire d'étude se développe sur la partie Sud du plateau de Goële qui s'inscrit dans l'ensemble de la Plaine de France, vaste surface structurale dont l'ossature est constituée du calcaire de Saint Ouen, d'âge Bartonien. Des placages résiduels argilo-sableux de l'horizon de Monceau (Bartonien moyen) subsistent au-dessus de ce calcaire dans la partie Ouest de la zone.

Un dépôt d'origine éolienne, les limons des plateaux, recouvre l'ensemble de la zone tabulaire, avec une épaisseur pouvant aller de 1 à 6 m dans l'aire d'étude.

Le plateau est entaillé dans la partie Sud-Ouest par un vallon (« Fond des Renardières ») qui prolonge la vallée du ru des Cerceaux.

Cette entaille met à l'affleurement sur les versants l'ensemble du calcaire de Saint Ouen, épais d'une dizaine de mètres, et la partie supérieure des Sables de Beauchamp (au sens large) sous-jacents en fond de vallée.

### **Les formations superficielles du quaternaire**

#### **La terre végétale**

C'est un limon brun foncé parfois beige, localement un peu argileux. Son épaisseur varie de 0,2 m à 0,6 m avec une épaisseur moyenne de 0,4 m.

#### **Les limons des plateaux**

Il s'agit d'une formation hétérogène comportant le plus souvent des limons au sens strict à la partie supérieure et, en dessous, un mélange de sables, d'argiles et de cailloutis siliceux et calcaires répartis de façon quasi-aléatoire. Leur épaisseur moyenne est de l'ordre de 2,50 m mais peut localement atteindre 6 m.

#### **Les colluvions**

Ils sont rencontrés en fond des deux talwegs recoupés par le tracé : le premier au Nord de l'échangeur A1/A104 et le second au Sud du Mesnil-Amelot.

Ils sont constitués par un mélange hétérogène de limons, de marnes, de sables et de débris calcaires issus des séries géologiques adjacentes recoupées.

Leur épaisseur peut varier de traces sur le plateau à 1 à 3 m dans les talwegs.

### **Les formations du Tertiaire**

#### **Les sables et argiles de Monceau**

Une faible épaisseur résiduelle de matériaux sableux ou argilo-sableux existe localement sous les limons. Il s'agit de sables siliceux verdâtres plus ou moins marneux avec des niveaux très argileux au sommet. Leur épaisseur maximale reconnue est de l'ordre de 4 m.

#### **Le calcaire de Saint Ouen**

Il s'agit d'un marno-calcaire gris, blanc ou rosé, pouvant comporter des bancs de calcaire à pâte fine à la partie supérieure. Hormis dans le vallon du Fond des Renardières où elle est érodée, cette formation doit présenter ici une épaisseur sensiblement constante de l'ordre de 8 à 9 mètres.

### **Les sables de Beauchamp**

En dessous du calcaire de Saint Ouen, on rencontre une succession de formations bartoniennes à dominante sableuse qui constitue le substratum profond du secteur d'étude. Leur répartition est assez complexe et l'épaisseur totale de l'ordre d'une vingtaine de mètres.

*Ces éléments sont représentés sur la carte géologique ci-après.*

***L'aire d'étude présente presque partout en surface un dépôt limoneux d'épaisseur moyenne de 2 m reposant sur des formations calcaires et marneuses d'une petite dizaine de mètres d'épaisseur, sus-jacents aux sables de Beauchamp.***

## 2.3 - TOPOGRAPHIE

La région étudiée est située en limite Sud-Ouest du plateau de Goële, vaste secteur sédimentaire présentant une très faible pente en direction du Sud-Est, à peine entaillé par quelques petites vallées. Les cotes de terrain varient entre +120 m N.G.F. au Nord et +70 m N.G.F. au Sud.

La topographie naturelle de ce secteur a été fortement modifiée par la réalisation de l'aéroport Roissy-Charles de Gaulle : les terrains situés à l'Ouest de l'échangeur de Compans et limités par la RD 212 et la route périphérique Sud ont subi d'importants travaux de terrassement qui ont fortement modifié la topographie et l'hydrographie du site. De nouvelles évolutions sont à attendre des travaux actuellement en cours dans l'emprise de l'aéroport.

La partie Nord de l'étude est une zone très plate, présentant des pentes moyennes inférieures à 1%. Le point le plus élevé correspond au centre du village de Mauregard, à une altitude de +123 m (N.G.F.).

Au Sud du Mesnil-Amelot se distingue l'accident topographique le plus accentué du secteur, le vallon dit « Fond des Renardières », qui correspond à la partie amont de la vallée du ru des Cerceaux. Sa profondeur est ici d'une vingtaine de mètres, avec des pentes de versant pouvant être localement très accentuées. Plusieurs vallons affluents convergent vers l'axe principal, l'un d'eux structure le village de Mesnil-Amelot, un autre est recoupé par la RD212 à environ 1 km au Sud-Est de celui-ci.

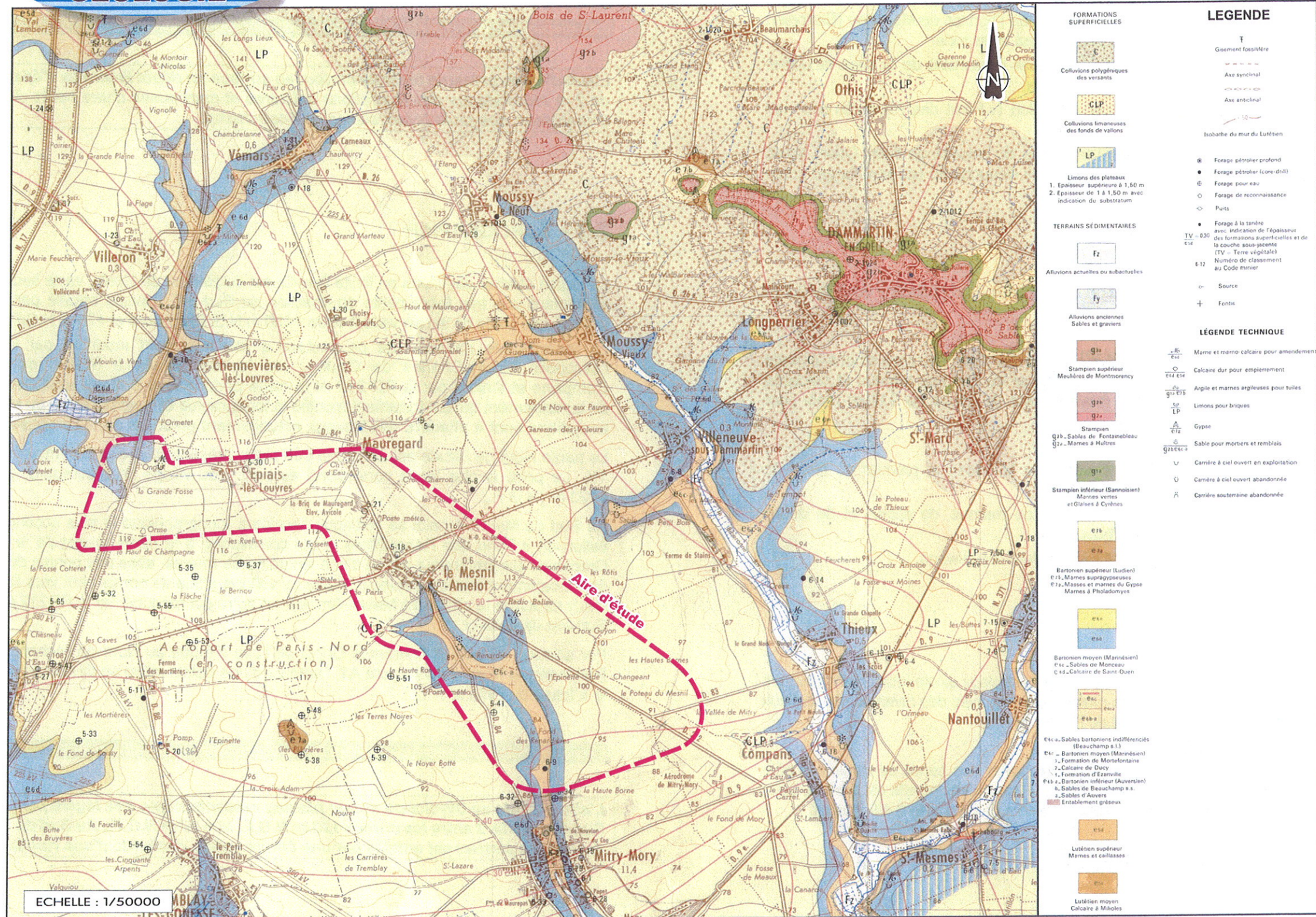
Par ailleurs, on note à l'extrémité Ouest de l'aire d'étude au Nord de l'échangeur entre la Voie Périphérique Nord et l'autoroute A1, l'amorce d'une petite vallée en direction du Nord-Ouest vers le « fossé du Rhin ».

*Ces éléments sont représentés sur la carte topographique ci-après.*

***L'aire d'étude se développe sur un plateau présentant une très légère pente en direction du Sud-Est, variant entre les cotes +120 m N.G.F. et + 70 m N.G.F.. Au Sud du bourg de Mesnil-Amelot, ce plateau est entaillé par une étroite vallée, profonde d'une vingtaine de mètres.***



# GEOLOGIE









## 2.4 - HYDROGEOLOGIE

### 2.4.1 - CONTEXTE GENERAL

On rencontre, dans la zone d'étude, plusieurs nappes aquifères associées à quelques niveaux d'eau temporaires, suspendus ou superficiels.

#### **Les niveaux d'eau « suspendus ou superficiels »**

Il peut exister parfois, à la base des formations limoneuses, à la faveur de la présence de placages argileux formant des sortes de cuvettes, des petits niveaux d'eau non pérennes, alimentés par les précipitations atmosphériques qui stockent provisoirement les eaux dans leur progression vers la première nappe véritable, plus profonde. L'alimentation de ces niveaux, de faible extension tant latéralement qu'en hauteur mouillée, explique leur épuisement en période de sécheresse. Leur position est donc aléatoire et les niveaux d'eau rencontrés très variables.

#### **Les nappes profondes**

En raison de la forte perméabilité des sables de Beauchamp, et de celle relativement forte du « calcaire de Saint Ouen », la première nappe pérenne importante rencontrée depuis la surface du sol est celle des « sables de Beauchamp », dont le mur imperméable est constitué par les niveaux argilo-marneux de la partie supérieure du Lutétien.

La **nappe des « sables de Beauchamp »** (nappe de l'Eocène supérieur) se situe à la limite des formations de Saint-Ouen et de Beauchamp. Bien que ces deux formations soient de nature pétrographiques bien différentes, il n'existe pas de véritable interface argileux, de telle sorte qu'une communication existe entre les deux réservoirs aquifères que sont les marno-calcaire de Saint-Ouen et les sables argileux de Beauchamp. Cette nappe est libre et en équilibre avec les cours d'eau voisins (Biberonne, Beuvronne). Ces cours d'eaux constituent autant d'axes de drainage pour la nappe des Sables de Beauchamp. Elle affleure à la faveur de sources en aval hydrogéologique du projet dans la vallée du Rû des Cerceaux.

Dans la partie du projet située à l'Ouest du Mesnil-Amelot, cette nappe aquifère baigne la majeure partie de l'horizon Sud Beauchamp et parfois la base de l'horizon de Saint-Ouen, avec un **sens d'écoulement Nord-Ouest – Sud-Est** (direction imposée par le pendage de l'anticlinal de Bray), une surface piézométrique à une profondeur de 9 m à plus de 15 m, et un gradient d'écoulement de l'ordre de 0,5 %.

Dans la partie Est du projet, la même nappe existe avec la même direction **d'écoulement sensiblement Nord - Sud**, à une profondeur de l'ordre de 10 à 12 m et un gradient d'écoulement voisin de 1 %.

L'autre nappe importante, localisée sous la nappe des « Sables de Beauchamp », est constituée par la **nappe de l'Eocène moyen et inférieur (Lutétien/Yprésien)**, qui regroupe les eaux ayant pour substratum imperméable les argiles du Sparnacien, le niveau argileux du Cuisien, et des marnes du Lutétien. Sa direction générale d'écoulement est vers le Sud. Dans la zone étudiée, la surface piézométrique de cette nappe devrait se situer entre les cotes + 75 NGF, au Nord du site (soit à plus de 40 mètres de la surface du terrain naturel) et + 60 NGF au Sud.

### 2.4.2 - VULNERABILITE GENERALE DES EAUX DE LA NAPPE

Le toit de la **nappe des « sables de Beauchamp »** se situe à faible profondeur (10 à 15 mètres) sous une formation limoneuse plutôt perméable, ce qui la rend ponctuellement vulnérable. Cette sensibilité est accrue, au niveau des vallées secondaires (ru des Cerceaux, Reneuse, Biberonne), qui voient disparaître la couverture limoneuse protectrice, et permettent la communication entre les sables de Beauchamp et les nappes alluviales.

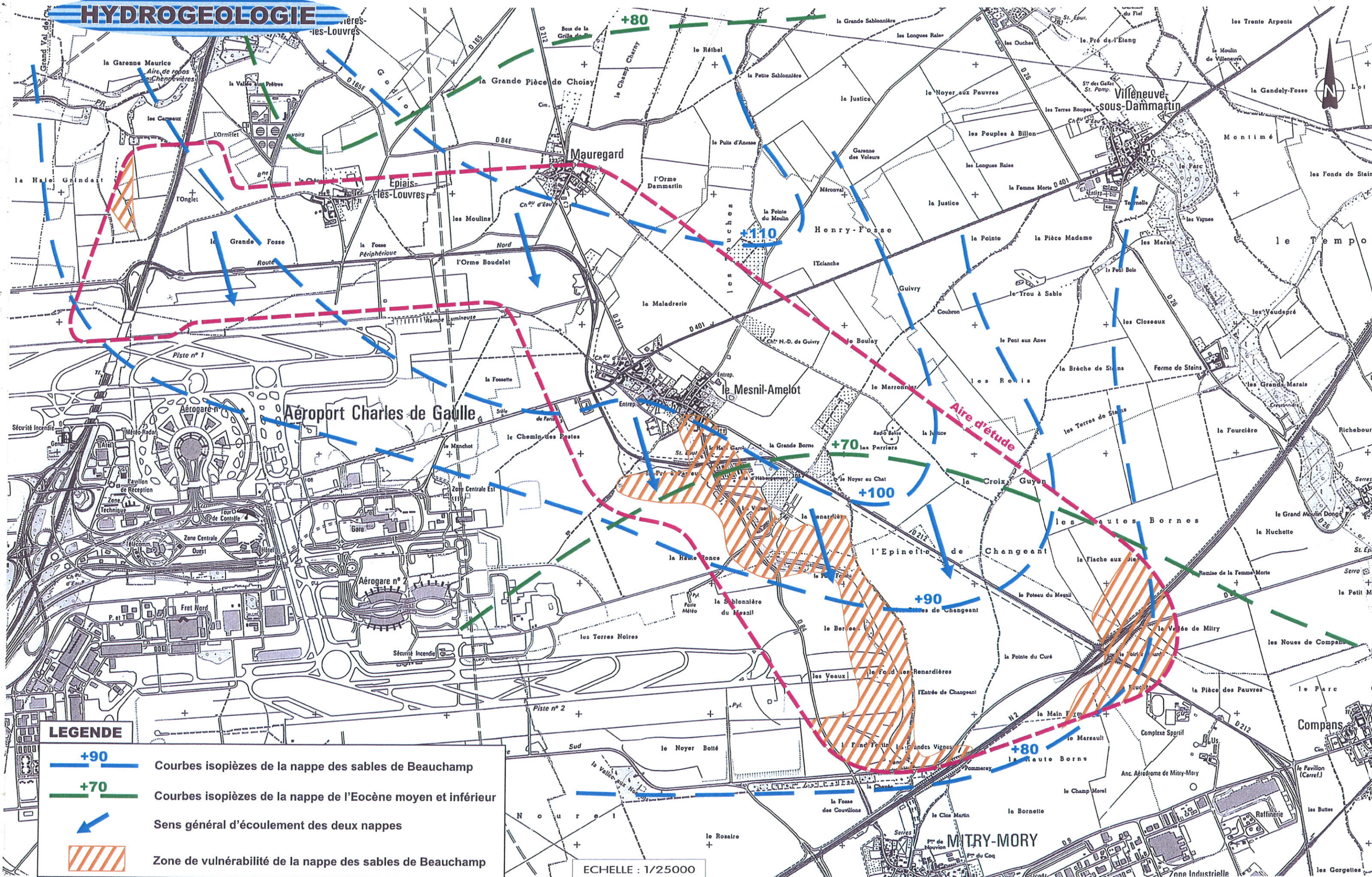
La **nappe de l'Eocène moyen et inférieur** (Lutétien/Yprésien) est quant à elle bien protégée, par des formations plus ou moins imperméables et épaisses d'une trentaine de mètres en moyenne.

Ces éléments sont représentés sur la carte hydrogéologique ci-contre.

**Dans l'aire d'étude, les deux nappes aquifères permanentes s'écoulent à une profondeur modérée en direction du Sud ou du Sud-Est. La plus superficielle d'entre elles, la nappe des sables de Beauchamp, est vulnérable aux pollutions au droit des vallées secondaires (ru des Cerceaux, Reneuse, Biberonne).**



# HYDROGEOLOGIE





2.5 - L'HYDROLOGIE – ECOULEMENTS NATURELS ET ARTIFICIELS

2.5.1 - CONTEXTE GENERAL

La région étudiée est drainée par un réseau assez dense de petits cours d'eau, affluents directs ou indirects de la Marne (la Biberonne, le ru des Cerceaux, la Reneuse) et de la Seine (le Croult, le Sausset).

La construction par les Aéroports de Paris (ADP) de la plateforme de Roissy a fortement modifié l'hydrographie naturelle. Ainsi, originellement, 80 % de la surface aujourd'hui couverte par l'aéroport se rattachait au bassin versant de la Seine (via le Croult et le Sausset), et 20 % à celui de la Marne (via le ru des Cerceaux et la Reneuse). Les différents aménagements hydrauliques de l'aéroport ont aujourd'hui inversé cette répartition. A l'Ouest de la Biberonne, une partie des eaux qui étaient drainées originellement par le ru des Cerceaux s'écoule actuellement vers la Reneuse, en traversant le bassin de retenue A.D.P..

Le projet touchera précisément les trois grands bassins versants de la **Reneuse** et de la **Biberonne** (tous deux affluents de la Beuvronne) et du ru de la Michelette, affluent de 2<sup>nd</sup> degré - via le ru du Rhin - du **Croult**, respectivement composés des sous-bassins suivants :

**Bassin versant du ru de la Michelette**

Il comprend le bassin versant n°1 du talweg du lieu-dit "La Haie Grindard" et le bassin versant n°2 du lieu-dit "La Grande Fosse"

**Bassin versant de La Reneuse**

Il comprend le bassin versant 3 du talweg du lieu-dit "Les Moulins", le bassin versant 4 du talweg de La Reneuse et le bassin versant 5 du talweg de La Renardière.

**Bassin versant de La Biberonne**

Il comprend les bassins versants 6 et 7.

L'ensemble de ces éléments est reporté sur la carte des bassins versants ci-contre.

2.5.2 - CARACTERISTIQUES QUANTITATIVES

La réalisation des infrastructures de la plate-forme n'a pas modifié de façon significative les débits du réseau hydrographique préexistant.

Les indications de débits de référence (étiage et module) sont données par la DIREN Ile-de-France sur les cours d'eau comportant des stations de jaugeage, à savoir sur l'aire d'étude considérée, la Beuvronne, la Biberonne et la Reneuse. Le ru de la Michelette, affluent du Croult, ne fait pas l'objet quant à lui de mesures régulières de débit au même titre que le Croult lui-même :

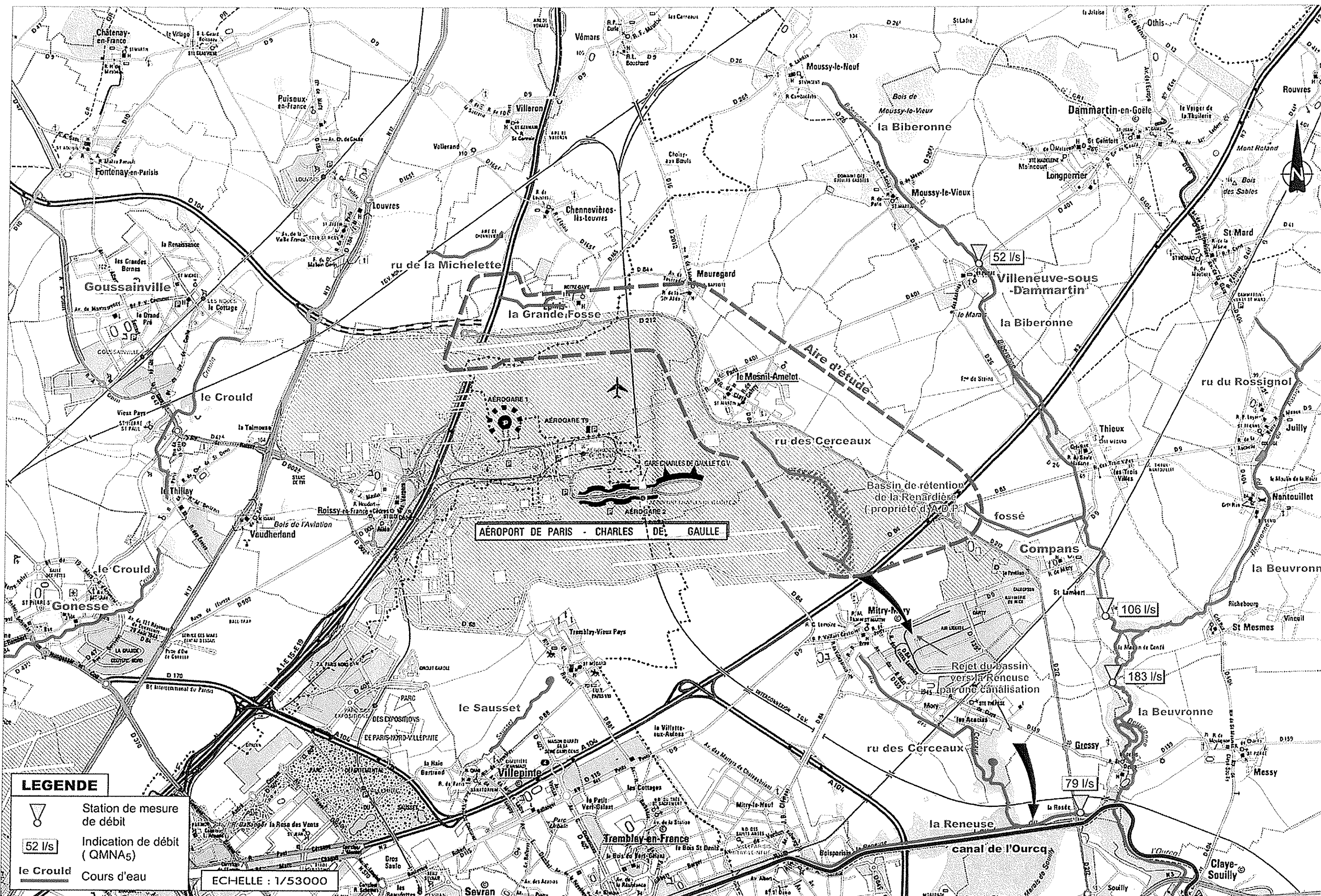
Cours d'eau	Station de mesure	Débit annuel moyen (Module)	Etiage de référence	Etiage de 30 j consécutifs de fréquence quinquennale
			QMNA <sub>5</sub>	VCN30
La Biberonne	Compans BV = 56,74 km <sup>2</sup>	223 l/s	106 l/s	82 l/s
	Villeneuve ss Dammartin (surf. BV amont = 27,8 km <sup>2</sup> )	109 l/s	52 l/s	40 l/s
La Reneuse	Compans (surf. BV amont = 42,4 km <sup>2</sup> )	167 l/s	79 l/s	61 l/s
La Beuvronne	Aval confluence Biberonne BV ~ 98 km <sup>2</sup>	385 l/s	183 l/s	141 l/s

QMNA<sub>5</sub> : débit d'étiage moyen mensuel sec de récurrence 5 ans

Ces éléments sont représentés sur la carte ci-après.







Les terrains de surface étant très perméables, la majorité des précipitations s'infilte et les parties amont des vallées des cours d'eau sont souvent sèches.

De manière générale, les débits des affluents du Croult en amont de Gonesse sont très faibles. Celui-ci reprend en tête les débits du ru de la Michelette, dont le débit moyen mesuré était de 1,2 l/s jusqu'en 2000 et de 9 l/s en 2001. On note une forte augmentation du débit de temps sec du Croult en 2001 par rapport à la période 1991-2000, liée à la hausse des apports du **ru de la Michelette** où un débit record de 90 l/s a été mesuré en octobre 2001.

Les informations de débit disponibles sur le Croult indiquent que son débit capable est très variable. Il dépasse largement 5 m³/s en zone rurale mais se réduit fortement sur certains tronçons canalisés à la traversée des zones urbaines :

- 2,6 m³/s à Goussainville (aval de la confluence du ru de la Michelette),
- 2,6 m³/s au Thillay,
- 8 m³/s à l'aval de Gonesse.

Le Croult ne fait pas l'objet d'une spécification de rejet de la part de la DDE 95 qui détient la Police de l'Eau. Toutefois, la DEA 93 (Direction de l'Eau et de l'Assainissement) a défini pour le canal de la Morée un débit spécifique de rejet de 0,7 l/s/ha de terrain naturel pour l'occurrence cinquantennale.

La Beuvronne fait l'objet quant à elle de l'application d'un Schéma Directeur d'Assainissement, qui prévoit d'accompagner toute nouvelle urbanisation d'un contrôle des eaux pluviales à 1 l/s/ha de terrain naturel. Cette prescription concerne donc **la Biberonne et la Reneuse**.

### 2.5.3 - OBJECTIF DE QUALITE ET QUALITE

#### Objectifs de qualité

Dans l'aire d'étude, seule la Beuvronne est dotée d'un objectif de qualité explicitement fixé, en classe 2 (soit de qualité moyenne), alors qu'elle est aujourd'hui passable ou médiocre (classe 3). En limite de l'aire d'étude, le Croult fait également l'objet d'un objectif de qualité fixé à 1B en temps sec et à 3 en temps de pluie.

En l'absence d'objectif de qualité explicitement fixé sur les affluents de la Beuvronne et du Croult dans notre aire d'étude, l'objectif de qualité est celui qui permet de respecter l'objectif fixé pour le cours d'eau dont ils sont des affluents (calcul de dilution dans les conditions d'étiage de 30 jours consécutifs et de fréquence quinquennale ou VCN30). Après calcul, l'objectif de qualité applicable à **la Biberonne et la Reneuse** est la classe de qualité 2. Il reste plus difficile à préciser sur le **ru de la Michelette** compte tenu du manque de données et/ou des imprécisions relatives aux mesures de débit ou de qualité des eaux sur ce cours d'eau, mais il peut être assimilé par défaut à une classe de qualité 3 par temps de pluie (correspondant à la période de rejets routiers).

La police de l'eau est assurée par la DDE du Val d'Oise sur le Croult, la DDE de Seine-et-Marne sur la Reneuse et la DDAF de Seine-et-Marne sur la Biberonne.

#### Classes de qualité

**La Biberonne** est de qualité médiocre. **La Reneuse** se trouve actuellement « hors classe ».

Enfin, la qualité générale du **Croult** était souvent mauvaise, particulièrement en amont de Goussainville avant qu'il ne soit couvert, au droit de la RD 125 Garges-les-Gonesse, pour prendre le nom de canal de la Morée.

Mais le Croult fait maintenant depuis plusieurs années l'objet d'un suivi de la qualité de ses eaux. Les données sont issues des campagnes de mesure de qualité réalisées à l'initiative du Syndicat Intercommunal pour l'Aménagement Hydraulique des vallées du Croult et du Petit Rosne, tous deux affluents de la Morée dans le cadre du « Challenge de l'eau ». Les valeurs relevées pendant la campagne de mesures de 2001 montrent une amélioration sensible de la qualité de l'eau du Croult. Ainsi un point de mesure localisé sur le **ru de la Michelette** en aval de Louvres et en amont de la confluence avec le ru du Rhin indiquait une qualité « hors classe » en 2000 et une classe 2 en 2001.

*La région étudiée n'est drainée que par des cours d'eau de faible dimension et donc à débit limité, qui ne sont pas adaptés aux débits issus des aires imperméabilisées constituées ces trente dernières années. Ces faibles débits les rendent par ailleurs sensibles aux variations de qualité des eaux et expliquent ainsi leur qualité générale assez médiocre. Un objectif de qualité de classe moyenne est fixé sur les deux principaux cours d'eaux concernés par le projet.*

#### Spécifications des classes :

**HC** : hors classe ; aucun usage possible

**3** : irrigation, navigation, refroidissement, autoépuration, vie piscicole aléatoire

**2** : aux usages précédents s'ajoutent l'eau potable avec traitement poussé, l'abreuvement des animaux, les loisirs nautiques, une vie piscicole normale mais avec reproduction aléatoire

**1B** : aux usages précédents s'ajoutent la baignade ; l'eau est rendue potable après traitement simple, et utilisable en industrie agro-alimentaire, la vie piscicole est normale

**1A** : tous usages possibles

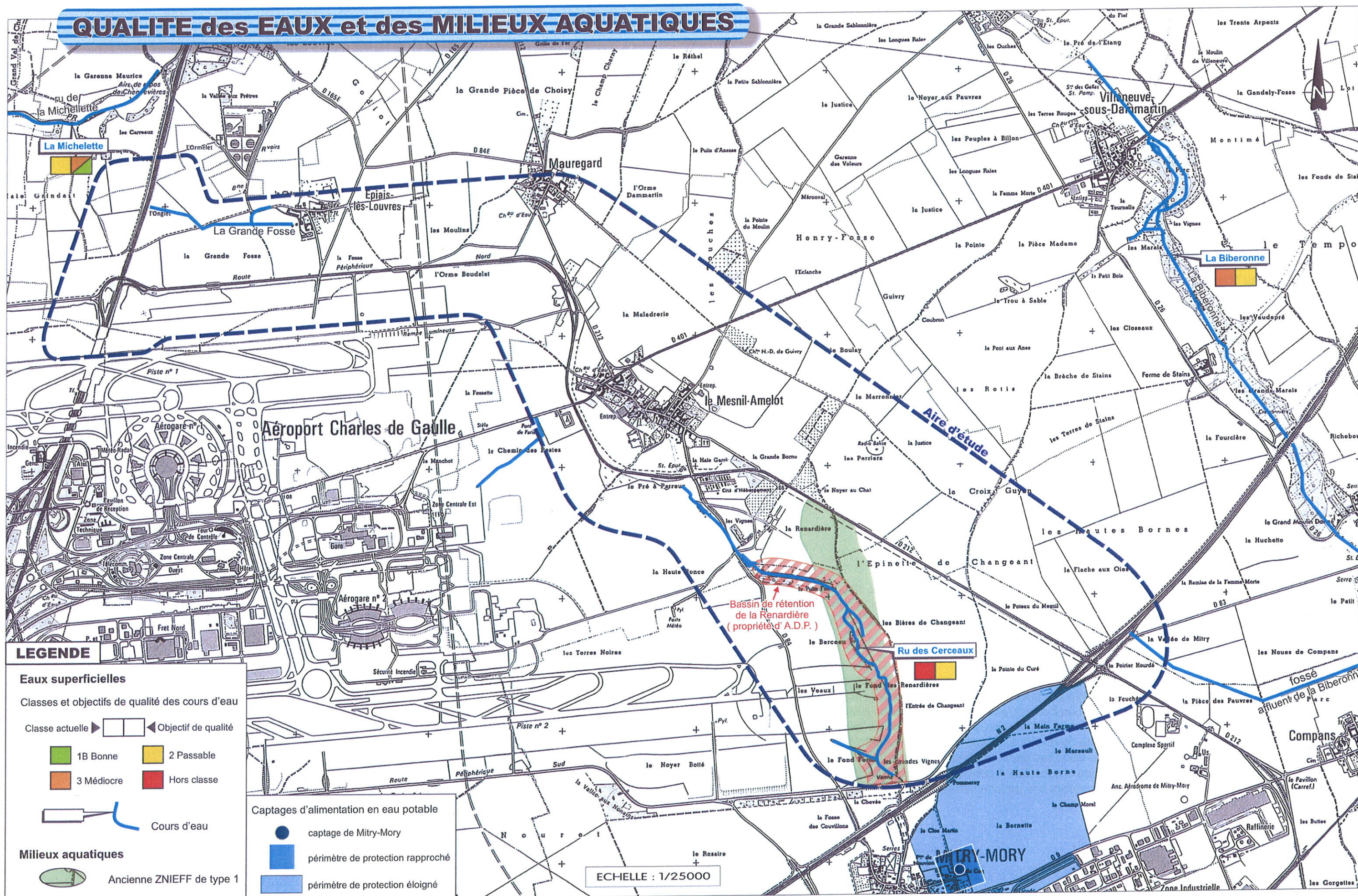
### 2.5.4 - MILIEUX AQUATIQUES

L'intérêt écologique des milieux humides de ce secteur est devenu assez faible, comme en témoigne la suppression de l'inventaire de la DIREN des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (Z.N.I.E.F.F.) répertoriées sur la zone (notamment celle dite de la « zone humide de la Renardière au Fond de Fortin »).

*Ces éléments sont représentés sur la carte de qualité des eaux et des milieux aquatiques ci-après.*



# QUALITE des EAUX et des MILIEUX AQUATIQUES





## 2.6 - LES PROTECTIONS ET USAGES DES EAUX SOUTERRAINES ET SUPERFICIELLES

### 2.6.1 - Usages des eaux souterraines

#### Alimentation en eau potable

La nappe de l'Eocène supérieur des sables de Beauchamp est en général trop exposée aux pollutions pour une utilisation alimentaire en eau potable. En revanche, la nappe du Soissonnais (Eocène inférieur) est largement utilisée à l'échelle régionale à cette fin :

- à proximité du futur aménagement - en aval des aménagements dans le sens d'écoulement de la nappe - au nord de la zone industrielle de Mitry-Mory, un nouveau captage d'eau potable dispose de périmètres de protection (dont les Déclarations d'Utilité Publique sont en cours). Son périmètre éloigné touche très légèrement l'aire d'étude à son extrémité Sud-Est au niveau de l'échangeur de Compans, zone non concernée par le présent dossier. Ce captage, profond de 104 m, alimente les populations de Mitry-Mory bourg et du quartier des Acacias, avec un débit de l'ordre de 700 m<sup>3</sup> par jour (800 000 m<sup>3</sup> environ par an). Sa profondeur le rend néanmoins peu vulnérable aux pollutions liées au projet.

- les communes d'Epiais-lès-Louvres, de Mauregard et du Mesnil-Amelot sont alimentées en eau à partir du captage de Chennevières-lès-Louvres (indice BRGM 0154 5X 0078), dont le périmètre de protection est à l'étude. Ce captage se situe toutefois à 2 km de la zone d'étude et en amont des aménagements dans le sens d'écoulement de la nappe.

#### Autres usages

Les usages moins sensibles, à but agricole notamment, risquent peu d'être affectés par une pollution du fait de leur situation en amont du projet ou de la profondeur du captage correspondant.

Le tableau suivant synthétise les données relatives aux captages en cours d'exploitation à la date de 1996 :

Commune	Nom ou N° du forage	Nappe captée	Type de captage et PP <sup>1</sup> associé	Profondeur	Volume prélevé (m <sup>3</sup> )
Mitry-Mory	154.5.15	Yprésien	AEP (DUP en cours)	104 m	
Mitry-Mory	154.6.65	Lutétien/Yprésien	AEP (DUP en cours)	112 m	
Mitry-Mory			IND		270 000
Mitry-Mory	154.5.175	Yprésien	AGR	80 m	
Chennevières-lès-Louvres	154.5.78	Yprésien	A.E.P.	80 m	
Thieux	154.6.68	Lutétien/Yprésien	AGR	38 m	
Villeneuve-s-Dammartin	B206, 207 et 158	Lutétien	AGR	35 m	
Compans	154.6.111	Lutétien	AGR	58 m	
Compans	154.6.112	Lutétien	AGR	50 m	

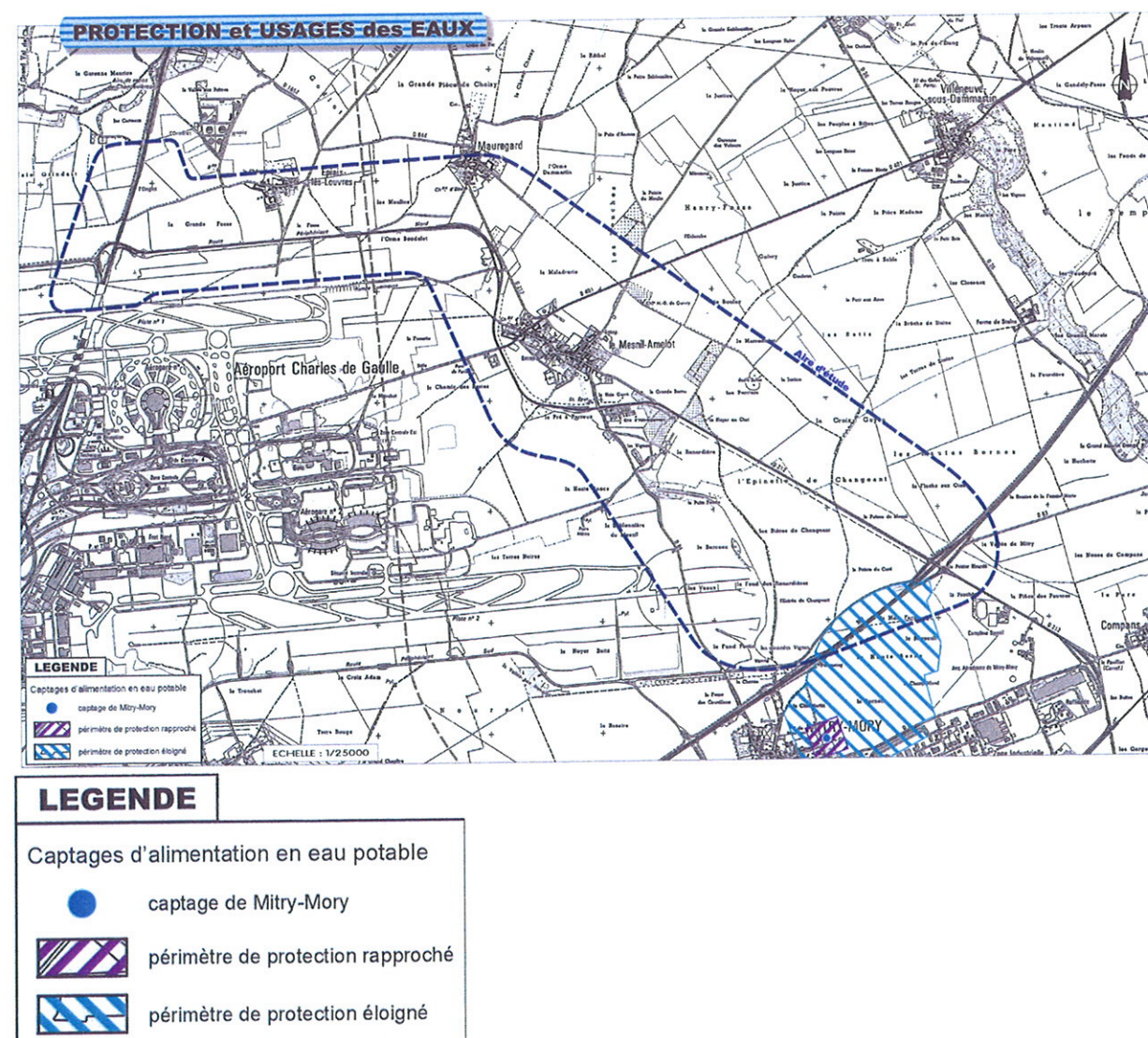
<sup>1</sup> Existence de périmètre de protection de captage d'alimentation en eau potable ayant fait l'objet d'une Déclaration d'Utilité Publique.

### 2.6.2 - Usages des eaux superficielles

Aucun usage (piscicole, irrigation, etc.) n'a été identifié sur les cours d'eaux du secteur d'étude.

Ces éléments sont représentés sur la carte ci-dessous.

Les usages liés aux nappes d'eaux souterraines ne sont pas exposés dans la mesure où seul le captage de Mitry-Mory, dont le périmètre de protection concerne très marginalement l'aire d'étude, puise dans la nappe de l'Eocène moyen et inférieur, aquifère situé à grande profondeur et naturellement bien protégé. Aucun usage n'a été identifié sur les eaux superficielles.







## 3 – DESCRIPTION DU PROJET





### 3.1 - DESCRIPTION DE L'AMENAGEMENT ET DE SES « ANNEXES »

La description du projet, long de 7,560 km, peut se faire en trois parties :

- à l'origine du projet, de **Compans au Mesnil-Amelot**, l'A104 se raccorde à la RD212 qui assure les échanges avec la RN2 grâce à l'échangeur de Compans. Depuis ce raccordement, l'A104 longe l'emprise des ADP sur le tracé de cette même RD212. Cette dernière est déviée au Nord de l'A104 depuis le dit échangeur jusqu'à la commune de Mauregard. Elle prend alors le nom de RD212 déviée et assure une fonction de transit local.

Les deux bretelles de raccordement à la RD212 appartiennent à l'échangeur de Roissy accès Est, qui va remplacer l'accès existant.

Moins d'un kilomètre après cet échangeur, l'A104 est connectée avec la voirie locale au droit du Mesnil-Amelot par le diffuseur du même nom.

- du **Mesnil-Amelot à Mauregard** : l'A104 longe toujours l'emprise ADP sur l'ancien tracé de la RD212. L'A104 et la RD212, jumelées sur une grande partie de ce tronçon, sont séparées par un merlon de 3 m de hauteur. Au niveau de Mauregard, la RD212 rencontre un giratoire qui la relie à la VPN et à une voie d'accès au village. Le transit local est alors repris par la voie périphérique Nord (VPN) construite par ADP.

- de **Mauregard à l'autoroute A1**. l'A104 quitte le tracé de l'ancienne RD212 et s'éloigne de l'emprise ADP, vers le Nord. La VPN qui assure la continuité avec la RD212 longe désormais le projet A104 par le Sud.

Au PK 5 220, l'A104 passe au-dessus de la ligne TGV Paris-Lille ce qui engendre un fort remblai (5 m au-dessus du sol).

Au droit d'Epiais-les-Louvres, l'A104 en déblai passe à deux reprises sous la VPN pour respecter les contraintes aéronautiques notamment grâce à une tranchée couverte de 130 m.

### 3.2 - CARACTERISTIQUES GEOMETRIQUES EN PHASE D'AMENAGEMENT

Le profil en travers adopté est celui d'une route à deux chaussées comportant chacune deux voies de circulation. Les deux chaussées sont séparées par un terre-plein-central de 10 m qui constitue la réserve d'emprise permettant l'élargissement à 2 x 3 voies à l'horizon 2015.

Le terre-plein-central (TPC) est bordé de chaque côté de glissières en béton armé (GBA). Les chaussées sont encadrées, à gauche, par une bande dérasée de gauche (BDG) et à droite, par un accotement, comprenant une bande d'arrêt d'urgence (BAU), un talus de raccordement et à une distance variable, un fossé.

La longueur de la voie projetée est de 7 560 m, son profil en travers étant majoritairement de deux types différents, selon que la voie soit en déblai ou en remblai :

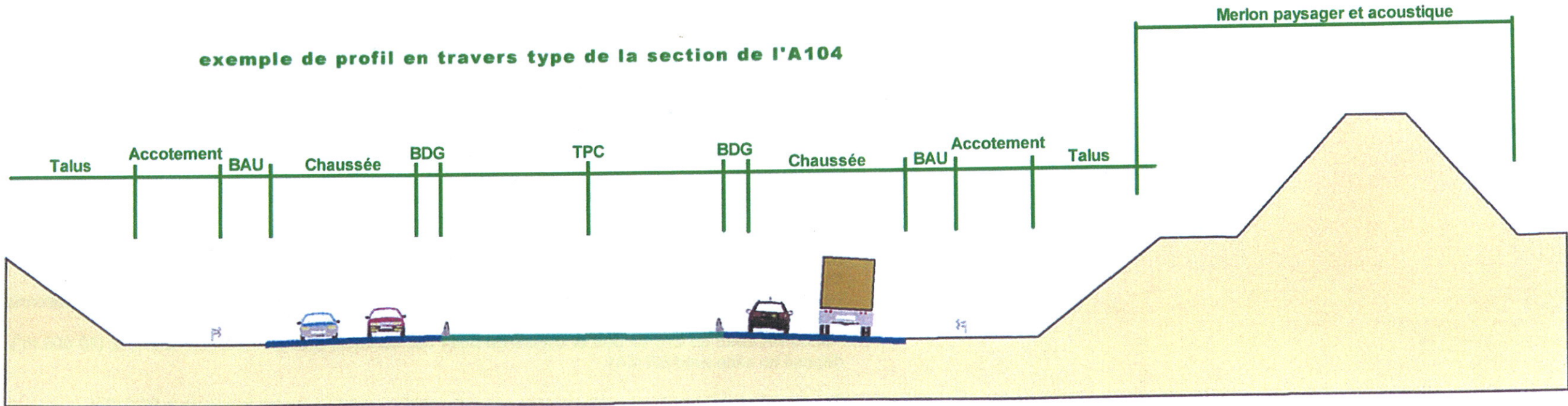
#### Section en déblai : du PK 0 au PK 4,630 et du PK 5,590 au PK 7,560

Largeur du TPC engazonné	10 m
Largeur des bandes dérasée de gauche	1 x 2 m
Largeur de la chaussée	7 x 2 m
Largeur des bandes d'arrêt ou des bandes d'arrêt d'urgence	2,5 x 2 m
Largeur des accotements (bermes)	2 x 2 m

#### Section en remblai : du PK 4,630 au PK 5,590.

Largeur du TPC engazonné	10 m
Largeur des bandes dérasée de gauche	1 x 2 m
Largeur de la chaussée	7 x 2 m
Largeur des bandes d'arrêt ou des bandes d'arrêt d'urgence	2,5 x 2 m
Largeur des accotements (bermes)	3 m au sud, 2 m au Nord
Surlargeur (chemin d'exploitation)	5 m sur accotement Sud

exemple de profil en travers type de la section de l'A104





### 3.3 - ASSAINISSEMENT DE LA PLATEFORME ROUTIERE A104 ET DE LA VPN

#### 3.3.1 - PRINCIPES D'ASSAINISSEMENT

Les grands principes retenus pour l'A104 sont les suivants :

- rétablissement des écoulements naturels au moyen d'ouvrages hydrauliques,
- traitement des eaux tombant sur la plate-forme.

Le projet de la RD212 déviée permettra d'assurer le traitement de ses eaux de ruissellement via les bassins de l'A104 avant rejet dans le bassin ADP.

La VPN possède son système d'assainissement, dont le principe n'est pas modifié par le projet à l'exception de la reconstruction, au droit d'Epiais-lès-Louvres, d'un bassin utilisé par l'A104.

**Les contraintes d'assainissement liées au projet sont les suivantes :**

Deux limitations de débits de rejet frappent les cours d'eaux de la zone d'étude ou leur émissaire :

- la DEA 93 (Direction de l'Eau et de l'Assainissement) a défini pour le canal de la Morée, dont le ru de la Michelette est un affluent de 2<sup>nd</sup> degré, un débit spécifique de rejet de 0,7 l/s/ha de terrain naturel pour l'occurrence cinquantennale.
- l'application du Schéma Directeur d'Assainissement de la Beuvronne prévoit d'accompagner toute nouvelle urbanisation d'un contrôle des eaux pluviales à 1 l/s/ha de terrain naturel.

Les contraintes d'ordre qualitatif sont liées au respect des objectifs de qualité dévolus aux cours d'eaux du périmètre d'étude.

#### 3.3.2 - PRINCIPES D'ASSAINISSEMENT RETENUS PAR BASSIN VERSANT

Au vu des éléments du projet d'assainissement déjà pris en compte dans l'aménagement des échangeurs aux deux extrémités, le projet actuel concerne d'Ouest en Est les nouveaux exutoires suivants :

**Bassin versant n° 3 : talweg du lieu-dit "Les Moulins" (bassin versant de la Reneuse)**

Entre le TGV et Mauregard, le projet intercepte le talweg du lieu-dit "Les Moulins" qui s'inscrit, depuis la construction de l'aéroport, sur le bassin hydrographique de la Reneuse. Les écoulements superficiels engendrés actuellement par les terres agricoles de ce talweg s'écoulent, du Nord au Sud vers l'A104.

- Rétablissement des écoulements naturels du bassin versant :

Après réalisation du projet, ces écoulements seront interceptés par le réseau d'assainissement longitudinal de pied de talus Nord du remblai de l'A104 et transiteront sous cette dernière via un ouvrage hydraulique de traversée de  $\Phi 1\ 000$  mm puis sous la future Voie Périphérique Nord VPN.

- Assainissement de la plate-forme routière A104 :

Les eaux pluviales de la plateforme de l'A104 sont drainées vers le BR MA1 avec lequel le BR-MA2 est disposé en série.

#### **Bassin versant n° 4 : la Reneuse**

Actuellement, les eaux de ruissellement du bassin versant naturel, issues des terres agricoles amont et du village du Mesnil-Amelot (dont l'assainissement est séparatif), se concentrent au sein du talweg de la Reneuse, passent sous la RD 212 dans deux buses et se jettent dans le bassin ADP. Ce bassin, implanté en amont de Mitry-Mory, qui reçoit et régule les eaux pluviales de l'aéroport, possède une capacité de stockage de 1 150 000 m<sup>3</sup>. En aval, les eaux sont dirigées vers la Reneuse via un collecteur de cinq kilomètres.

- Rétablissement des écoulements naturels du bassin versant :

- une partie des écoulements, d'orientation Nord-Sud et Est-Ouest, sera interceptée par la future RD212 qui longe le projet A104 à l'Est. Elle est rétablie au point bas du projet A104 par un ouvrage de  $\Phi 1\ 500$  mm sous la chaussée des deux infrastructures pour rejoindre le talweg de la Reneuse.
- les eaux ruisselant entre la RD212 et l'A104 passent dans l'assainissement de la plate-forme A104.

- Assainissement des plate-formes routières A104 et RD212 :

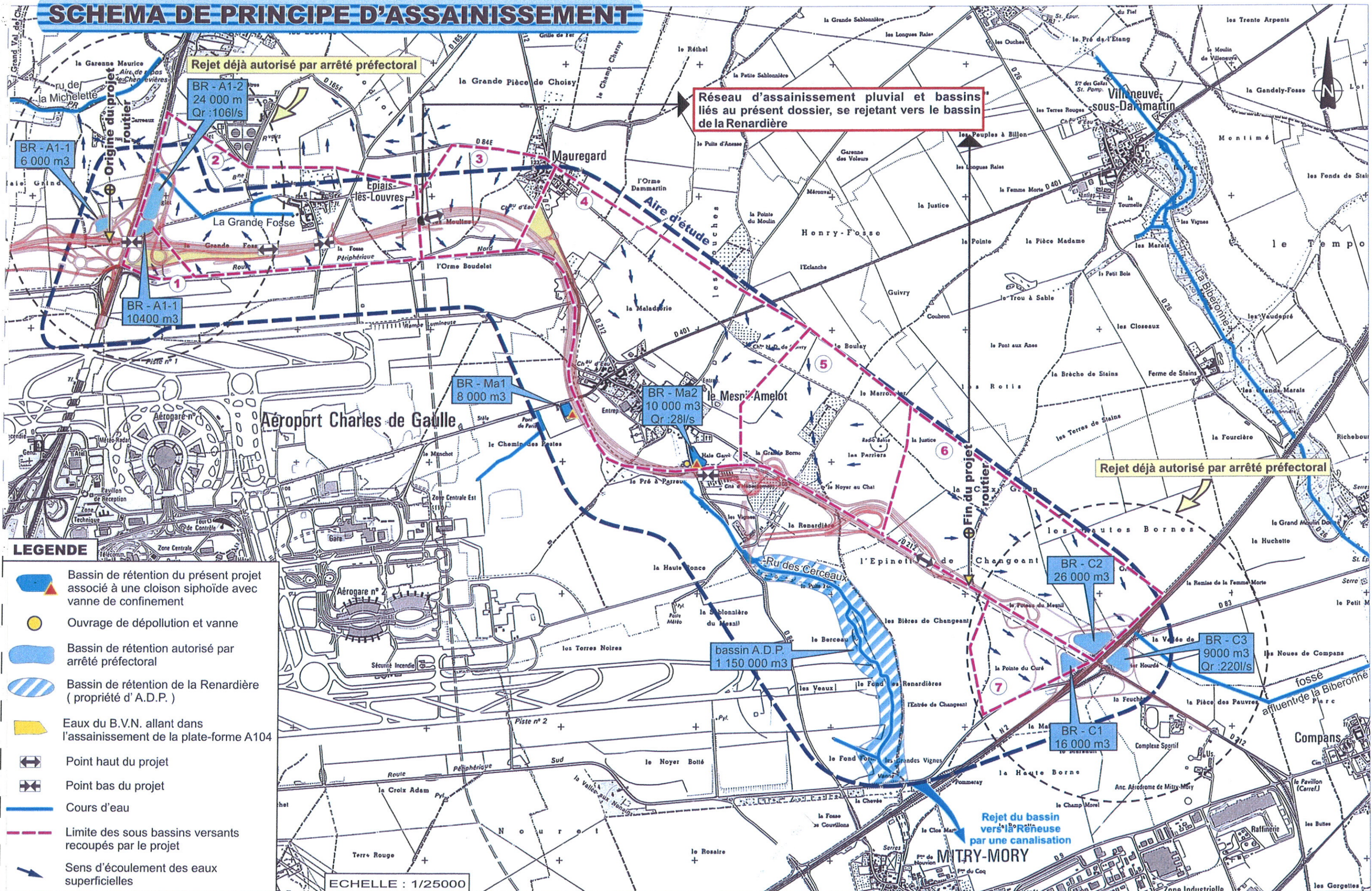
Un rejet des eaux de la plate-forme a été autorisé par les ADP dans le bassin de rétention de 1 150 000 m<sup>3</sup> de Roissy, qui a pour exutoire le talweg naturel de la Reneuse. Les eaux de la plate-forme de l'A104 seront recueillies :

- du PK 5240 au PK 2995, par le BR MA1 (8000 m<sup>3</sup>) qui reçoit les eaux de ruissellement de la plateforme ainsi que les eaux de ruissellement de la partie comprise entre la RD212 et l'A104,
- et du PK 2995 au 275 de part et d'autre du point bas du tracé, elles alimentent le BR MA2 (10 000 m<sup>3</sup>), disposé en série avec BR MA1.

Ces deux bassins reçoivent également les eaux d'assainissement de la plateforme de la RD212.



# SCHEMA DE PRINCIPE D'ASSAINISSEMENT





**Bassin versant n° 5 : talweg de La Renardière (bassin versant de la Reneuse)**

Les eaux ruisselant sur les terres agricoles amont sont actuellement rétablies sous la RD 212 par un collecteur et rejoignent le talweg-bassin des Renardières, affluent de La Reneuse, propriété d'ADP.

- Rétablissement des écoulements naturels du bassin versant :
  - les écoulements d'orientation Nord-Sud sont là encore interceptés par la future RD212 longeant le projet au Nord. L'ouvrage hydraulique traversant la plate-forme A104 et la RD212 sera un Ø1 000 mm qui remplacera le Ø400 mm existant aujourd'hui. Les écoulements rejoignent ensuite le bassin de rétention de l'ADP.
  - les eaux ruisselant entre la RD212, à l'ouest de l'échangeur de Mesnil-Amelot et l'A104 passent dans la plate-forme de l'A104.

- Assainissement des plate-formes routières A104 et RD212 :

La totalité des eaux de ruissellement de la plate-forme inscrite dans ce bassin versant est recueillie par le BR MA2 dont le rejet s'effectue dans le bassin ADP. A noter que les eaux de ce bassin font l'objet d'un traitement par une unité de dépollution avant rejet vers la Reneuse.

Le tableau suivant fait état des surfaces d'apport de la plate-forme de l'A104 et des bassins versants naturels au bassin des Renardières :

	Linéaire A104	Surface revêtue	Surface non revêtue
BR MA1 et BR MA2	4965 m	15,4 ha (A104) 5 ha (RD212)	13,5 ha (zones naturelles) 7,2 ha (talus)

Pour une pluie de retour centennal, le BRMA2 comporte une surface au miroir de 8000 m² et le BRMA1, une surface de 6000 m² environ.

Nous rappelons ci-dessous **pour mémoire** les bassins versants exutoires concernés par les échangeurs à ces deux extrémités :

**Bassin versant n° 1 : talweg du lieu-dit "La Haie Grindard", bassin versant du Croult (hors projet)**

Bien que le projet d'assainissement sous maîtrise d'ouvrage DDE77 s'étende finalement au delà de l'échangeur A1-Francilienne, les dispositions concernant le bassin versant naturel n°1 et l'ensemble des bretelles de l'échangeur A1-Francilienne avaient déjà été étudiées dans le cadre du dossier loi sur l'eau élaboré pour la création des deux bassins de retenue d'eaux pluviales dudit échangeur Francilienne-A1. Enfin elles ont déjà fait l'objet d'une approbation par arrêté préfectoral (cf. Objet du dossier). Elles ne seront donc pas plus détaillées ici.

**Bassin versant n° 2 : talweg du lieu-dit « la Grande Fosse » vers le fossé « le Rhin » (bassin versant du Croult)**

- Rétablissement des écoulements naturels du bassin versant :

Les écoulements naturels en amont de l'A104 sont liés au ruissellement intervenant en tête de bassin versant naturel pour une part, et entre la VPN et l'A104 pour l'autre part.

- les écoulements naturels en tête de bassin sont interceptés par la voie périphérique Nord (VPN) de l'aéroport de Paris (ADP) et stockés dans des bassins d'infiltration en amont de la VPN. Ces écoulements ne font donc pas l'objet d'ouvrages de rétablissement hydraulique de traversée sous chaussée.

- l'eau ruisselant sur le terrain naturel entre la VPN et l'A104 transite dans l'assainissement de la plate-forme A104.

En fond de talweg, les secteurs urbanisés d'Epiais-lès-Louvres et les terres agricoles avoisinantes sont drainées par un fossé rétabli tout d'abord par une buse sous un chemin d'exploitation puis transitant dans une mare. Un bassin de rétention du bassin versant naturel, d'un volume de 24 000 m³, implanté dans la bretelle de l'échangeur Francilienne-A1 et dimensionné pour une pluie de retour centennal, recueille les eaux pluviales de ce bassin versant. Pour l'étude de ce bassin de rétention, on se reportera au dossier de demande d'autorisation au titre de la loi sur l'eau relatif à l'échangeur Francilienne-A1. Les bassins versants 1 et 2 ont pour émissaire **le ru de la Michelette**, affluent du ru du Rhin, lui-même affluent du Croult.

- Assainissement de la plate-forme routière A104 et de la VPN :

Les eaux de ruissellement de la plate-forme de l'A104 sont acheminées vers le bassin de rétention routier BR A1-2, objet du dossier de demande d'autorisation loi sur l'eau de l'échangeur A1-Francilienne. Ce bassin situé dans la bretelle de l'échangeur Francilienne-A1, et prévu pour atteindre 10 400 m³ a donc déjà fait l'objet d'un arrêté préfectoral au titre de la loi sur l'eau vis-à-vis du rejet des eaux de ruissellement des bretelles de cet échangeur. En revanche, le présent projet a pour conséquence de drainer un linéaire complémentaire de l'A104 non considéré par le dossier loi sur l'eau évoqué ci-dessus. Ce bassin de rétention routier, ayant pour exutoire le ru de la Michelette, recueille donc, outre les eaux ruisselant sur le terrain naturel entre l'A104 et la VPN :

- pour le projet qui nous concerne, les eaux de ruissellement de la plateforme routière de l'A104 sur un linéaire de 2320 m du PK 7560 au 5240 via un collecteur Ø1800 mm récupérant les eaux des caniveaux et cunettes,
- par ailleurs, et comme expliqué dans le dossier loi sur l'eau relatif à l'échangeur Francilienne-A1, les eaux de ruissellement de l'échangeur lui-même.

Le tableau suivant fait état des surfaces d'apport de la plate-forme de l'A104 et des bassins versants naturels au ru de la Michelette :

	Linéaire A104	Surface revêtue	Surface non revêtue
BR A1-2	2320 m	7,2 ha (A104)	7 ha (zones naturelles) 4,5 ha (talus)

**Bassins versants n° 6 et 7 : bassin versant de la Biberonne (hors projet)**

Les bassins versants naturels 6 et 7 ont été étudiés plus en détail dans le cadre du dossier loi sur l'eau élaboré sur l'échangeur de Compans (autorisé par arrêté préfectoral depuis) auquel on se reportera pour de plus amples informations.

A l'extrémité Est, un très faible linéaire du le projet s'inscrit sur le bassin versant de la Biberonne. Ce secteur du bassin versant a subi de très fortes modifications liées à la présence de l'aéroport. Ainsi, à l'Ouest de la Biberonne, une partie des eaux qui étaient drainées originellement par le ru des Cerceaux s'écoule actuellement vers la Reneuse, en traversant le bassin de rétention A.D.P. L'autre partie se rejette, via un ouvrage Ø600 mm de traversée hydraulique, dans un bassin d'orage à l'Est de la RN2 à destination du fossé affluent de la Biberonne.

A l'Ouest de l'échangeur, on note la présence d'un autre bassin situé entre la route périphérique Sud (VPS) et la bretelle d'entrée sur la RN 2 côté Paris. Il s'agit d'un bassin d'évaporation, propriété d'ADP, destiné à recueillir les eaux superficielles engendrées par la VPS et le bassin versant naturel dominant.



Quant aux eaux pluviales engendrées par les routes existantes au droit de l'échangeur de Compans, notamment par la RN 2, il n'existe actuellement aucun système de traitement de celles-ci. Le réseau de collecte de la RN2 est constitué de fossés enherbés, regards à grille ou collecteurs, et toutes les eaux sont infiltrées vers la nappe, sans contrôle ou traitement particulier. Seule une toute petite section de RN2 (comprise dans le bassin versant du fossé affluent de la Biberonne) fait exception en transitant par le bassin d'orage précédemment cité.

- Rétablissement des écoulements naturels du bassin versant :

L'aménagement projeté de l'échangeur de Compans comprend deux vastes bassins d'orage (BR-C1 et BR-C2) situés à l'Ouest de la RN 2 qui ont pour fonction de collecter les eaux des chaussées de l'échangeur, une partie des eaux de ruissellement des versants naturels situés en amont (respectivement les bassins versants naturels n°7 et n°6). Ces bassins sont équipés d'exutoires qui rejoignent le fossé affluent de la Biberonne partiellement canalisé.

- Assainissement des plate-formes routières A104 et RD212:

Les eaux des plate-formes routières sur ces bassins versants sont constituées des apports du linéaire du projet d'autoroute compris en aval du PR 275 jusqu'au PR0, et de la RD212 partiellement jumelée.

Le tableau suivant fait état des surfaces d'apport de la plate-forme de l'A104 et des bassins versants naturels à la Biberonne au niveau du projet considéré :

	Linéaire A104	Surface revêtue	Surface non revêtue
BR C2	275 m	0,8 ha (A104) 0,3 ha (RD212)	Prises en compte dans le projet de l'échangeur de Compans

### 3.3.3 - SYSTEME DE COLLECTE DES EAUX

Le système de collecte des eaux pluviales a été dimensionné pour évacuer, sans débordement, la pluie de période de retour décennale.

- ♦ Collecte des eaux de la plate-forme routière A104 :

En section de déblai, une cunette de 3 m de largeur et de 0,4 m de profondeur est prévue de chaque côté de la chaussée en pied de talus. Cette cunette récolte les eaux de la chaussée, des talus et d'une fraction des bassins versants naturels interceptés.

Les cunettes sont enherbées sauf entre le franchissement TGV et la tranchée couverte d'Epiais-les-Louvres. En effet, le déblai dans cette zone fait suite à un fort remblai (pente – 3,3%) et pour éviter une érosion trop forte, la cunette sera en béton. Des drains en plastique  $\phi 160$  mm sont positionnés sous la chaussée pour récolter les eaux de ruissellement.

En section en remblai, les eaux à traiter coulant sur la chaussée sont collectées dans des caniveaux situés en haut de talus. Ces caniveaux en béton mesurent 0,5 m x 0,5 m.

En pied de talus, un second réseau longitudinal constitué de fossés enherbés (2 m x 1 m) recueille les eaux tombant sur les talus et les fractions de bassin naturel intercepté. Ces eaux rejoignent l'ouvrage hydraulique de traversée.

- ♦ Collecte des eaux de la RD212 :

L'eau est collectée par des fossés enherbés de 1 m de largeur par 0,5 m de profondeur, situés en pied de talus.





## 4 – IMPACTS DU PROJET

La réalisation de l'A104 est susceptible d'entraîner des perturbations à deux niveaux :

- le chantier peut occasionner des préjudices temporaires plus ou moins conséquents sur l'eau et les milieux aquatiques.
- la création de surfaces imperméabilisées et le trafic engendré par le projet vont créer une augmentation des apports aux cours d'eau récepteurs qui va se manifester sur un plan quantitatif par une augmentation du débit de ruissellement, et sur un plan qualitatif par une augmentation des charges en polluants organiques et minéraux. Ces conséquences se mesurent en termes chroniques, saisonnière, et accidentelle.

4.1 - IMPACTS EN PHASE CHANTIER

Deux grands types de nuisance sont susceptibles d'être observées au cours de la réalisation des travaux :

- l'ensemble des émissions de poussières et de pulvérulents (chaux).

Le dépôt des poussières peut affecter la qualité des eaux; la chaux peut modifier son pH et rendre ainsi le milieu hostile aux espèces faunistiques et floristiques sensibles, inféodées au milieu initial.

- les eaux de pluie ruisselant sur les sols remaniés (plate-forme de terrassement et zones de dépôt).

Cette catégorie de pollution entraîne les modifications les plus importantes du substrat biologique des cours d'eaux par colmatage de zones telles que les frayères. On prendra donc soin de retenir le maximum de matières en suspension au cours du chantier.

A cette pollution s'ajoutent également celle véhiculée par les eaux de lavage des engins de chantier si elles ne sont pas contrôlées, ainsi que les pertes éventuelles d'huile ou de carburants à proximité des cours d'eaux ou de zones humides.

Enfin, la mise en œuvre des enrobés peut provoquer un entraînement d'hydrocarbures et autres polluants lors du premier lessivage de la chaussée.

Secondairement, tous les prélèvements d'eaux superficielles pour les besoins du chantier doivent être maîtrisés, surtout en période estivale.

La pollution susceptible d'être induite par les travaux d'aménagement routier est un impact direct temporaire sur le milieu environnant. Sur le présent site, les eaux souterraines ne sont que ponctuellement vulnérables, les eaux superficielles en revanche, compte tenu de leur faible débit, peuvent être affectées à plusieurs titres.

4.2 - IMPACTS CHRONIQUES

Il s'agit de l'ensemble des pollutions liées à la circulation des véhicules : usure de la chaussée, corrosion des éléments métalliques, usures des pneumatiques et émissions des gaz d'échappement.

De ce fait, la nature chimique des polluants est très variable et les eaux brutes peuvent être polluées aussi bien par des matières en suspension (MES), des métaux lourds (plomb (Pb), cuivre (Cu), cadmium (Cd), chrome (Cr), zinc (Zn), nickel (Ni)), que par des hydrocarbures (HAP), des huiles, des phénols, etc. Cette pollution est néanmoins associée puisqu'une majeure partie des métaux lourds et des hydrocarbures est adsorbée aux MES, ce qui affecte également la Demande Chimique en Oxygène (DCO) et la Demande Biochimique en Oxygène en 5 jours (DBO<sub>5</sub>) du milieu récepteur.

La contamination des sols aux abords des infrastructures routières, et des sédiments des cours d'eaux est donc la conséquence du dépôt des MES. A long terme, celle-ci peut compromettre la reproduction par un processus de bioaccumulation des polluants dans les organismes, et ainsi mettre en péril la pérennité de populations végétales et animales inféodées à ces milieux.

4.2.1 - IMPACTS CHRONIQUES SUR LES EAUX SUPERFICIELLES

Aspects biologiques

Le rétablissement des écoulements naturels concerne des talwegs secs ou des écoulements temporaires (cas du talweg de la Reneuse) pour lesquels il n'existe pas d'enjeu lié au maintien de la vie piscicole ou végétale, et à la circulation aquatique au droit des zones de rétablissements. A ce titre, le projet de couverture de ces écoulements n'a pas d'incidence en terme biologique.

Aspect quantitatif

Les hypothèses de dimensionnement ont été effectuées sur la base des éléments suivants :

Type d'assainissement	Période de retour
Rétablissements des écoulements naturels	T = 100 ans
Assainissement longitudinal	T = 10 ans
Bassin de rétention « la Biberonne »	T = 100 ans
Bassin de rétention « la Reneuse »	T = 100 ans

La Biberonne

Les trois bassins de rétention sont destinés à recueillir les eaux pluviales d'un bassin d'apport de 263 ha correspondant :

- à l'extrémité de la plate-forme autoroutière d'A104 soit un linéaire de 275 m, objet du présent projet,
- à un linéaire moyen (chaussée Nord et Sud) de 2000 m de RD212, dont un linéaire de près de 300 m objet du présent projet,
- à un linéaire de 1400 m pour la RN2, **hors projet**,
- à un linéaire de 870 m de route périphérique Sud, **hors projet**,
- à l'ensemble de l'échangeur et la totalité des délaissés, **hors projet**,
- et à 190 ha de terrain naturel environ relatifs aux bassins versants agricoles dominant la RN2 au Nord de l'échangeur et la route périphérique Sud côté Nord, **hors projet**.

Capacité des bassins au regard des apports du projet

Les chiffres évoqués ci-dessus font apparaître que le projet d'assainissement présenté a pour conséquence le drainage vers les bassins de l'échangeur de Compans d'une toute petite surface supplémentaire au regard des superficies assainies déjà prises en compte dans le dossier d'autorisation de cet échangeur au titre de la loi sur l'eau. Par ailleurs ce projet ne modifie pas significativement les dispositions prises initialement sur les bassins de Compans (débit de rejet, apport en sels, surfaces desservies, dimensionnement centennal) et acceptées par arrêté préfectoral. Ces dispositions ne seront donc pas plus détaillées ici.

La Reneuse (via le bassin des Renardières)

Capacité des bassins au regard des apports du projet

La surface d'apport est de 34 ha, soit compte tenu du coefficient de ruissellement, une surface active de 22,5 ha. Pour une pluie de retour centennal, une capacité de bassin de 20 000 m<sup>3</sup> environ est nécessaire pour écrêter les volumes ruisselant. Cette capacité est répartie sur les bassins BR MA1 (8000 m<sup>3</sup>) et BR MA2 (10 000 m<sup>3</sup>).



### Maîtrise des débits de rejets

Pour respecter un débit de rejet de 1 l/s/ha dans le bassin des Renardières, l'orifice de fuite sera dimensionné pour un débit de 28 l/s.

A titre de comparaison, le débit de référence de la Reneuse est de 79 l/s.

L'ensemble des bassins d'écêtement ont donc été dimensionnés pour une pluie de retour centennal (quinquennal dans le cas du bassin routier régulant le débit rejeté au ru de la Michelette) et dotés d'un orifice calibré permettant de rendre compatible le débit de rejet avec les caractéristiques du milieu récepteur. Ils sont par ailleurs munis d'une surverse pour les événements pluvieux à caractère plus exceptionnel.

### Aspect qualitatif

La création de l'A104 entraînera une majoration des apports au droit des points de rejets vers les cours d'eaux récepteurs. Cette augmentation, et en particulier celle des hydrocarbures et des métaux lourds<sup>2</sup>, va aggraver les atteintes chroniques sur ces milieux.

Dans le cadre des études effectuées par le SETRA, l'ASFA et le LCPC, la réalisation d'analyses des concentrations en charges polluantes rejetées par le trafic routier en site ouvert et restreint a mis en évidence :

- de 0 à 10 000 véh/j, une charge polluante annuelle variant de manière linéaire avec la variation du trafic,
- pour un trafic supérieur à 10 000 véh/j, une charge polluante dont la courbe de variation se tasse avec la variation du trafic.

Ces deux variations sont exprimées par les équations suivantes :

- pour les trafics de 0 à 10 000 véhicules/jour :

$$Ca = Cu \times \frac{T}{1000} \times S$$

avec :

Ca = charge annuelle en kg de 0 à 10 000 véh/j.

Cu = charge unitaire annuelle en kg/ha pour 1000 véh/j.

T = trafic global en véh/j.

S = surface imperméabilisée en ha

**NB :** la formule couramment adoptée, pour une section de transit, pour l'évaluation du trafic moyen journalier annuel (TMJA) à partir du trafic de pointe journalier est la suivante : TMJA = trafic de pointe (soir ou matin) x 10.

A l'horizon 2015, ce trafic a été estimé, dans les deux sens de circulation et pour une 2x3 voies, à 111 000 véh/j sur la future A104 à l'Ouest du Mesnil-Amelot ; à l'Est de ce village, le trafic total sur la Francilienne et la RD212 est un peu inférieur. Le chiffre de trafic retenu, car le plus pénalisant, est donc de 111 000 véh/j.

- pour des trafics supérieurs à 10 000 véhicules/jour, la charge annuelle est donnée par l'expression suivante :

$$Ca = \left[ Cs \left( \frac{T - 10000}{1000} \right) + (Cu \times 10) \right] \times S$$

<sup>2</sup> Cuivre, Cadmium et Zinc principalement car la fin de la vente du super plombé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2000 a conduit à une réduction massive (voire la disparition) de ses teneurs dans les émissions des véhicules.

avec : Cs = charge annuelle supplémentaire à l'ha pour 1000 véhicules/jour au delà de 10 000 véhicules/jour.

Sur la base des données de **charges annuelles polluantes à l'ha imperméabilisé** issues des études effectuées depuis 1992 par le SETRA, l'ASFA et le LCPC pour des trafics globaux (somme des trafics de chacun des deux sens de circulation) :

- pour 1000 véh/j, de 0 à 10 000 véh/j :

Charge annuelle	MES (kg/ha)	DCO (kg/ha)	Zn (kg/ha)	Cu (kg/ha)	Cd (g/ha)	Hc totaux (g/ha)	HAP (g/ha)
Site ouvert <sup>3</sup>	40	40	0,4	0,02	2	600	0,08

- pour 1000 véh/j au-delà de 10 000 véh/j :

Charge unitaire annuelle pour 1000 véh/j	MES (kg/ha)	DCO (kg/ha)	Zn (kg/ha)	Cu (kg/ha)	Cd (g/ha)	Hc totaux (g/ha)	HAP (g/ha)
Cs	10	4	0,0125	0,011	0,3	400	0,05

MES : matières en suspension (norme NF EN 872),

DCO : demande chimique en oxygène (norme T 90-101)

Zn : zinc (norme T 90-112),

Cu : cuivre (norme T 90-112),

Cd : cadmium (norme NF EN ISO 5961),

Hc : hydrocarbures totaux (norme T 90-114),

HAP : hydrocarbures aromatiques polycycliques (les six HAP de la norme XT 90-115).

Sur la base d'un trafic moyen journalier annuel prévisionnel de 111 000 véh/j à l'horizon 2015 (prévision à 2 x 3 voies), la charge annuelle véhiculée par les eaux de ruissellement de l'ensemble de la plateforme autoroutière (soit une surface de 23,44 ha sur la base d'une largeur de 31 m hors accotements) est de :

- 33 050 kg de MES,
- 18 845 kg de DCO,
- 123 kg de Zn,
- 30 kg de Cu,
- 1,17 kg de Cd,
- 1087 kg de Hc,
- 0,137 kg de HAP.

Ces valeurs s'entendent pour la totalité du linéaire de la section soit 7560 m avec 4965 m de linéaire se rejetant dans la Reneuse, soit 65,7% du linéaire total.

Le calcul des charges en polluants lessivés par l'événement pluvieux de pointe a été réalisé sur la base d'un orage violent, à l'origine d'une hauteur de précipitations de 12 mm en 15 minutes, suite à une période de temps sec de 1 mois (événement pénalisant pour le SETRA).

<sup>3</sup> Un site ouvert correspond à une infrastructure dont les abords ne s'opposent pas à la dispersion de la charge polluante par voie aérienne.

Deux phénomènes interviennent, qui vont contribuer à baisser la charge polluante des eaux rejetées vers les milieux récepteurs : la décantation des particules dans les fossés latéraux enherbés, puis dans les bassins secs de décantation BR MA1 et BR MA2.

Les calculs d'abattement lié aux phénomènes de décantation ont été effectués sur la base d'un projet comportant un réseau d'assainissement longitudinal enherbé favorisant le dépôt des MES (soit avec une pente inférieure à  $4 \times 10^{-4}$  m/m) ainsi qu'un bassin de type bassin sec équipé d'une unité de traitement décanteur/déshuileur particulière en lieu et place du bassin BR MA2.

Pour le calcul de la **décantation**, les fossés enherbés sur un linéaire supérieur à 100 m ainsi que l'unité de traitement associée au bassin sec, en assurant le dépôt des particules de diamètre supérieur à 50 µm, permettent les abattements de pollution suivants :

	Taux d'abattement de la pollution (%)		
	Fossé enherbé	Bassin sec équipé d'une unité de traitement (fourchette)	Bassin sec équipé d'une unité de traitement (moyenne retenue)
Matières en suspension (MES)	65	80 à 90	85
DCO	50	60 à 80	70
Zn	65	80 à 90	85
Cu	65	80 à 90	85
Cd	65	80 à 90	85
Hydrocarbures	50	-	60
HAP	50	-	60

Source : études effectuées depuis 1992 par le SETRA, l'ASFA et le LCPC

La Reneuse via le bassin des Renardières

Il n'existe pas d'exigence réglementaire de qualité de rejet dans le bassin des Renardières, propriété des ADP. Mais ADP, soumis à des prescriptions de la police de l'eau quant à la qualité de son rejet dans la Reneuse, est « attentif aux solutions proposées pour préserver ses réseaux de toutes pollutions (permanentes ou accidentelles) pouvant provenir des installations routières ». La Reneuse se trouve actuellement en qualité « hors classe ». Son objectif de qualité est de classe 2.

Le projet de convention de rejet avec ADP, joint en annexe à ce dossier, précise les concentrations seuils autorisées du rejet d'eaux pluviales routières vers le bassin des Renardières, correspondant à un rejet de classe de qualité 2.

Les calculs de la charge polluante rejetée par BR MA2 vers le bassin des Renardières font l'objet des tableaux présentés page suivante. En comparaison avec les concentrations admissibles dans le bassin des Renardières pour le respect de la convention passée avec ADP<sup>4</sup>, nous détaillons les concentrations théoriques obtenues après décantation dans le bassin BR MA2.

<sup>4</sup> Seuls les paramètres pH, DBO5 et NtK n'ont pas été repris dans ce tableau, ces composés n'étant pas caractéristiques de la pollution d'origine routière.



Calcul de concentrations de rejet vers le bassin des Renardières suite à l'événement pluvieux de pointe (pluie de 12 mm, en 15 minutes après un mois de temps sec) :

Paramètre	Charge lessivée (kg) par l'événement de pointe	Concentration après transit dans fossés (> 100 m de linéaire)	Concentration après décantation dans bassin (mg/l)
MES	1744,2	231	34,7
DCO	1187,3	225	67,5
Zn	9,3	1,2	0,12
Cu	1,4	0,19	0,02
Cd	0,07	0,009	0,0009
Hc totaux	49	9,35	3,74
HAP	0,006	0,001	0,0004

Contrainte de qualité de rejet fixée par ADP
< 30 mg/l
< 40 mg/l
Non indiquée
Non indiquée
Non indiquée
1 mg/l
Non indiquée

De manière générale, il ressort que la qualité du rejet du bassin BR MA2 à l'horizon 2015, **suite à l'événement pluvieux de pointe considéré**, respecte globalement les seuils de rejets fixés par ADP dans le bassin des Renardières vis-à-vis des paramètres MES (les seuils vis-à-vis des métaux lourds n'étant pas indiqués). En revanche, le rejet considéré présente des concentrations significativement supérieures au seuil de rejet fixé vis-à-vis de la DCO et des hydrocarbures totaux.

Toutefois, il est nécessaire de relativiser l'importance de ces valeurs et des dysfonctionnements potentiels en résultant :

- nous avons conjugué des événements dont l'occurrence n'est pas fréquente en elle-même, à savoir la pluie de 12 mm, de durée 15 mn, suite à un mois de temps sec. Il ne s'agit donc pas de charges polluantes moyennes mais de pointes relatives à un événement ponctuel, par ailleurs de faible fréquence. La périodicité de cet événement dépend de la fréquence de retour d'une pluie de 12 mm, de durée 15 mn, suite à une période temps sec correspondant à 1 mois. Dans la région de Roissy, le temps de retour de ces deux événements est au minimum de deux ans (pluviographe du Bourget). La concomitance de ces deux événements (hauteur de pluie) et période de temps sec engendrerait donc l'apparition d'une telle pollution au plus tous les deux à trois ans.

- le taux d'abattement relatif à l'écoulement des eaux de la plate-forme dans les fossés enherbés que nous avons considéré, a été minimisé compte tenu des incertitudes liées au peu de résultats d'analyse existants. Les concentrations réelles effectives en sortie des fossés enherbés et entrée de bassins seront probablement inférieures compte tenu du linéaire de fossé enherbé sur le projet.

Dans tous les cas, ces estimations empiriques, et plutôt pessimistes (lessivage suite à un événement pluvieux de pointe très peu fréquent), sont à considérer avec réserve. Le respect des seuils de rejet exigé par ADP devra donc être confirmé par des analyses régulières du rejet du bassin BR MA2 au moins dans les premières années de sa remise en service.

#### 4.2.2 - IMPACTS CHRONIQUES SUR LES EAUX SOUTERRAINES

La pollution chronique a de manière générale peu d'effets sur la qualité des eaux des nappes phréatiques dès lors que les eaux évacuées ne percolent pas directement dans celles-ci, sous l'effet du contexte géologique naturel ou sous l'action de l'homme. En effet, les matières en suspension (MES) dans l'eau auxquelles sont fixés la plupart des métaux lourds et des hydrocarbures sont facilement retenues dans les couches superficielles du sol.

Sur le site étudié, le contexte est tel que :

- les modalités d'assainissement des eaux pluviales sont basées sur des rejets dans les eaux superficielles, après transit dans des bassins temporaires écrêteurs,

- sur l'ensemble du site, l'aquifère de l'Eocène moyen et inférieur, seul exploité à des fins d'alimentation en eau potable, ne peut être exposé aux pollutions chroniques du fait de la profondeur du toit de la nappe et des formations géologiques superficielles. Par ailleurs, le projet s'étend hors du périmètre de protection éloigné du captage A.E.P. de Mitry-Mory.

De même, la nappe superficielle des sables de Beauchamp est globalement peu vulnérable sur l'ensemble du linéaire du fait de formations limoneuses plus ou moins argileuses et de marnes en surface d'une épaisseur moyenne de 5 à 6 mètres, limitant fortement l'infiltration des eaux, à l'exception de sa partie au droit du Mesnil-Amelot qui conjugue :

- une topographie de vallon qui entraîne l'affleurement des sables de Beauchamp au droit du talweg de la Reneuse,

- un toit de la nappe oscillant à moins de 5 m de profondeur.

Rappelons néanmoins que la nappe des Sables de Beauchamp n'est pas utilisée pour l'alimentation en eau potable.

#### 4.3 - IMPACTS SAISONNIERS

On désigne sous ce terme la pollution engendrée par les produits de déverglaçage, fondants, abrasifs utilisés dans le cadre du service hivernal pour permettre la circulation. Le chlorure de sodium (NaCl) est le fondant le plus utilisé.

Le sodium qui est peu mobile est facilement absorbé par les sols et fixé dans les horizons superficiels aux abords immédiats des zones de dépôts initiaux.

Le chlore est par contre très soluble et est entraîné vers les exutoires. On le retrouve dans les cours d'eaux et les nappes.

Son incidence sur les populations des cours d'eaux est généralement faible quoique variable d'un cours d'eau à l'autre. Sa présence en forte concentration peut néanmoins être à l'origine d'un choc osmotique au niveau des branchies des poissons.

Sa vitesse de propagation, importante dans les sols perméables, peut enfin entraîner une forte contamination des nappes bien qu'aucun cas de dépassement de la concentration maximale pour les eaux destinées à l'alimentation en eau potable n'ait semble-t-il été recensée à ce jour.

En région parisienne, la quantité de sel répandu pendant la période hivernale est en moyenne de l'ordre de 15 tonnes par an par km de chaussée d'autoroute à 2 x 3 voies avec des pointes de 30 tonnes/an/km lors des hivers rigoureux.



Une partie du sel est projetée de part et d'autre de la chaussée, ce qui reste est récupéré par le réseau d'assainissement avec les eaux de la plate-forme.

En négligeant, par sécurité, la quantité projetée hors chaussée, il arrive en moyenne par hiver 75 t dans le bassin des Renardières (4,96 km de voie) si l'on se projette à l'horizon où la Francilienne sera à 2 x 3 voies.

Un ordre de grandeur des concentrations rejetées dans ces deux cours d'eau récepteurs à la suite d'une averse ou de la fonte des couches neigeuses ou verglacées, peut être calculée en faisant les hypothèses suivantes :

- les volumes sont générés par une pluie de 12 mm sur le tronçon autoroutier considéré,
- la quantité de sel emportée par cet événement pluvieux correspond à la quantité moyenne de sel répandue sur 15 jours.

La période de salage hivernal s'étend de Décembre à Mars inclus, la quantité moyenne de sel répandu sur 15 jours sera donc de 9,5 t dans le bassin des Renardières.

Les bassins de décantation et les déshuileurs n'ayant pas d'effet sensible sur les éléments ionisés comme les chlorures et le sodium, on retrouvera, dans les conditions défavorables, ces sels dans les effluents rejetés dans le bassin des Renardières mais l'importance de sa capacité et la régulation de son débit de rejet contribueront à un phénomène de dilution de ces concentrations avant rejet vers la Reneuse.

#### 4.4 - IMPACTS ACCIDENTELS

La pollution accidentelle constitue un risque aléatoire correspondant aux possibilités d'accidents de la circulation, notamment du fait de poids lourds transportant des produits toxiques ou dangereux susceptibles de rejoindre le réseau hydrographique. Les conséquences en sont plus ou moins graves selon la nature et la quantité de produit déversé mais aussi la ressource en eau susceptible d'être contaminée. Ainsi, un captage atteint est inutilisable, parfois définitivement.

La plupart du temps, les camions transportent des liquides inflammables et surtout des hydrocarbures légers dont le pouvoir polluant est très important : ils s'étalent à la surface des eaux en réduisant ainsi les échanges d'oxygène et la photosynthèse ; aucun terrain ne leur oppose de véritable imperméabilité ; leur progression est simplement plus ou moins rapide.

Les autres matières toxiques, quant à elles, sont souvent solubles dans l'eau ce qui les rend irrécupérables quand elles ont atteint le milieu aquatique.

Des études statistiques au niveau national montrent que le risque d'accidents avec déversement de matières dangereuses sur 100 km en une année, pour un trafic de 10 000 véhicules/jour, est de l'ordre de 2%.

La nature des produits pouvant être déversés est la suivante :

- hydrocarbures liquides (essence, fuel lourd, toluène, etc.)
- produits organiques liquides très inflammables et parfois explosibles autres que des hydrocarbures (acétone, alcools divers, etc.)
- produits toxiques organiques ou minéraux,
- gaz liquéfiés inflammables (butane),
- acides (phosphorique, nitrique, bromique, sulfurique),
- produits divers (peinture) ou mal identifiés.

Le risque porte sur une pollution due à un déversement de matière toxique dont il est possible de définir la probabilité sur la base des données statistiques suivantes :

Nombre moyen d'accidents impliquant le transport de matières dangereuses en France	250/an
Trafic pondéré national de matières dangereuses	$12 \times 10^9$ t/km/an

Si  $T_p$  est le trafic pondéré de matière dangereuse sur 1 km, on peut donc écrire que le nombre moyen annuel d'épandage par km vaut :

$$m = \frac{250}{12.10^9} \times T_p \times \frac{1}{2} \quad (*)$$

(\*) un accident sur deux se traduit par un déversement.

La probabilité pour qu'il se produise K épandages par an sur ce tronçon peut s'écrire par une loi de Poisson :

$$P(k) = e^{-mK} \times \frac{mK}{K!}$$

En ce qui concerne le tronçon étudié, nous avons considéré :

- un trafic moyen théorique de à l'horizon 2015 de 110 000 véhicules/jour dont 15% de poids lourds (moyenne jour + nuit annuelle) de 15 tonnes en moyenne.

Sur ces 15 tonnes, 13% représentant la part des matières dangereuses (d'après la moyenne nationale) :

$$T_p = 110\,000 \times 0,15 \times 15 \times 0,13 \times 300 \text{ jours} = 9,6.10^6 \text{ t/km/an}$$

$$m = \frac{250}{12.10^9} \times T_p \times \frac{1}{2} = 0,1 \text{ accidents/an/km}$$

La probabilité pour qu'il y ait un épandage sur 1 km de l'itinéraire est de :

$$P = e^{-m} \times m = 0,09 \text{ accidents/an}$$

Cela représente un épandage par km tous les 11 ans environ, soit tous les 1,45 ans environ sur l'ensemble du linéaire étudié (7,56 km).

Ce risque est loin d'être négligeable. Sans protection suffisante, la nappe des sables de Beauchamp serait particulièrement exposée si un tel événement se produisait au droit du Mesnil-Amelot. Une contamination de la nappe ne serait par ailleurs pas sans conséquence pour la qualité des eaux de la Reneuse, qui draine cet aquifère. Aussi, il est nécessaire d'envisager des systèmes de sécurité au niveau des bassins de rétention permettant de préserver les eaux souterraines et superficielles.





## 5 – MESURES COMPENSATOIRES





Les mesures compensatoires sont les mesures destinées à supprimer, réduire ou compenser les impacts du projet.

## 5.1 - MESURES ENVISAGEES EN PHASE CHANTIER

Plusieurs mesures sont envisageables afin de limiter la pollution des cours d'eau récepteurs au cours de la réalisation des travaux de construction du contournement Est de Roissy. Les paragraphes ci-dessous en font une énumération non exhaustive.

De manière générale, une bonne gestion du chantier, ainsi que de la rigueur dans la rédaction des cahiers des charges et la réalisation des travaux, doivent être mis en œuvre en ce qui concerne :

### → L'assainissement du chantier

L'entreprise de terrassement mettra en place avant le début des travaux un réseau de fossés permettant de canaliser et de filtrer (principe des filtres à paille) les eaux d'assainissement du chantier. Celui-ci peut être doté de dispositifs de diminution de la vitesse d'écoulement jusqu'à des bassins de stockage, et de décantation de ces eaux avant rejet (de préférence diffus) vers le milieu extérieur.

Le stockage et la manipulation de toutes les matières potentiellement polluantes (hydrocarbures, huiles, etc.) sera effectué en un lieu suffisamment éloigné du périmètre de protection éloigné du captage de « Mitry-Mory ».

De même, le nettoyage et le stationnement des camions sera effectué dans des aires étanchéifiées, aménagées avec décantation des boues de lavage dans un bassin équipé en sortie d'un déshuileur et d'une vanne de sécurité avant rejet dans le milieu naturel. Ce système provisoire permettra d'éviter une pollution du milieu naturel. Le site de la centrale à béton à béton sera équipé de la même manière.

Les zones de dépôts de matériaux fins bénéficieront de système de collecte et de décantation de leurs eaux de ruissellement.

La mise en œuvre des enrobés devra s'effectuer par temps sec.

### → La production de poussières

- Pour limiter la génération de poussières, l'accès au chantier des camions de fournitures et l'évacuation des déblais seront assurés par un nombre limité de voies. Un arrosage de celles-ci sera envisagé si besoin, en s'assurant au préalable que l'évacuation des eaux de plate-forme subira une décantation avant rejet vers le milieu récepteur.
- Les sites de dépotage de chaux seront préservés des vents afin d'éviter l'envol de pulvérulents vers les secteurs sensibles.

### → Les prélèvements d'eaux superficielles

Les prélèvements d'eaux, notamment à des fins d'arrosage des voies, seront limités et soumis à accord préalable auprès des services techniques de la municipalité et de la police de l'eau.

## 5.2 - MESURES ENVISAGEES DANS LE CADRE DE L'EXPLOITATION

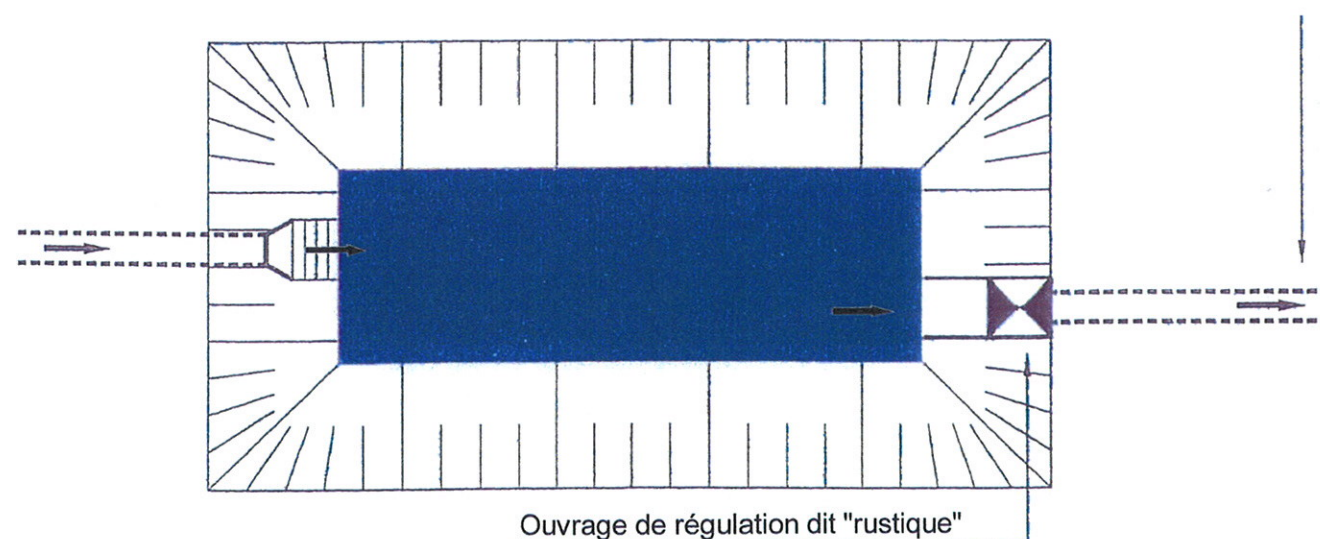
### 5.2.1 - CONCEPTION DES OUVRAGES DE TRAITEMENT DE LA POLLUTION CHRONIQUE, SAISONNIERE ET ACCIDENTELLE

Tous les bassins écrêteurs seront munis d'un système de régulation composé :

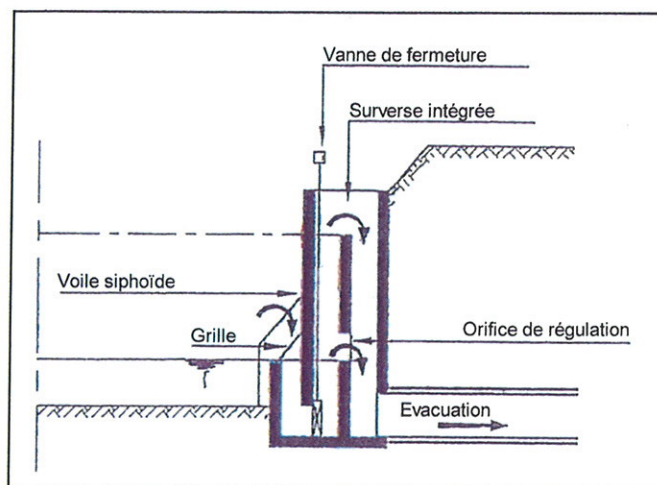
- d'un voile siphoné permettant de retenir l'essentiel des surnageants issus de la pollution chronique (hydrocarbures et corps flottants),
- d'un orifice calibré, situé à l'opposé de l'orifice d'entrée, équipé d'un dégrillage, permettant de réguler le débits de fuite voire de favoriser une certaine décantation dans le bassin,
- d'une vanne manuelle d'isolement, dont la fermeture permettra l'interception d'une pollution accidentelle,
- d'une surverse équipée d'un dégrillage pour évacuer les écoulements excédentaires lors d'évènements exceptionnels.

Les effluents chargés en sels ont pour seul exutoire les eaux superficielles. La limitation des débits rejetés par le biais des orifices calibrés des bassins écrêteurs fait chuter la concentration en chlorure et protège ainsi ces milieu récepteurs.

Les schémas ci-dessous et page suivante résument les principes décrits ci-avant :







Ces dispositions restent partiellement efficaces pour les pollutions plus exceptionnelles telles celles liées au déversement de matières toxiques solubles, pour lesquelles la rapidité d'intervention sur le terrain constitue l'unique moyen de contrôle de la propagation du produit.

Les dispositions d'assainissement spécifiques au rejet vers le bassin des Renardières sont les suivantes :

Le bassin écrêteur BR MA2 devra être équipé afin de pouvoir assurer une décantation supplémentaire :

- d'un voile siphon muni d'une vanne de confinement pour capter l'essentiel des surnageants issus de la pollution chronique (hydrocarbures et corps flottants), et empêcher la propagation de la pollution accidentelle,
- d'un système de dépollution, de type déboureur/déshuileur, disposé en série en aval du bassin, avant rejet vers le bassin des Renardières et susceptible d'être court-circuité en cas d'événement pluvieux intense.

Il devra avoir un débit de fuite de 1 l/s/ha de bassin versant drainé.

Le bassin écrêteur BR MA1 sera également équipé d'une cloison siphon munie d'une vanne de confinement.

Ces dispositions permettront l'interception des pollutions chroniques et accidentelles majeures, d'avoir un rejet de classe de qualité 2 et ainsi de respecter les prescriptions d'ADP.

L'emplacement du BR MA2 devra tenir compte de la vulnérabilité ponctuelle de la nappe des Sables de Beauchamp au droit du Mesnil-Amelot. Deux alternatives peuvent être proposées à cet égard :

- dans le cas où le bassin serait créé au droit de la zone vulnérable, et compte tenu des résultats de mesures de capacité d'infiltration des sols, le bassin devra bénéficier d'une étanchéité.
- le bassin peut être implanté hors de la zone dite vulnérable, identifiée sur la carte « Hydrogéologie ».

Par ailleurs, compte tenu des résultats des tests d'infiltration et de perméabilité, les fossés latéraux au droit de la zone dite vulnérable pourront être étanchéifiés.

Sur le reste du parcours, les bassins écrêteurs ne font pas l'objet de prescriptions particulières compte tenu de la faible vulnérabilité des nappes. Par ailleurs, les produits de décantation en se déposant partiellement favoriseront à long terme le colmatage du fond de ces bassins de rétention et des fossés enherbés.

Une représentation de la localisation des bassins d'assainissement liés au présent projet et de ceux ayant déjà fait l'objet d'autorisation préfectorale au titre de la loi sur l'eau est figurée page ci-contre.

## 5.2.2 – PROCEDURE D'INTERVENTION EN CAS DE POLLUTION ACCIDENTELLE

La faible perméabilité générale des sols ralentit l'infiltration éventuelle des matières toxiques solubles à l'occasion d'un déversement jusqu'à ce qu'il soit procédé au pompage rapide des eaux contenues au fond du bassin et au curage des fossés.

Selon le temps de transfert des hydrocarbures ou matières toxiques solubles vers le bassin, conditionné en grande partie par la période de survenue de l'incident (temps sec ou temps de pluie), le pompage, valable pour ces deux types de pollutions, reste l'action curative la plus efficace si elle intervient rapidement. Dans tous les cas, une chaussée d'accès autour des bassins clôturés doit permettre le passage d'un camion succion en cas de pollution accidentelle.

Outre ces principes de précaution incontournables, et pour faciliter leur mise en place, il est judicieux de prévoir, en liaison avec le Service d'Intervention et de Secours, un plan particulier d'intervention rapide destiné à s'assurer du bon fonctionnement des ouvrages de captage des flottants, à l'amont des rejets et à ralentir voire bloquer la propagation du produit dangereux que ce soit sur le site de l'accident que dans les bassins de rétention.

## 5.2.3 - AUTO-SURVEILLANCE DU FONCTIONNEMENT DES OUVRAGES DE TRAITEMENT

Les eaux rejetées vers le bassin des Renardières feront l'objet d'une analyse semestrielle dont une en hiver par un organisme agréé, à l'occasion d'épisodes pluvieux. Cette analyse portera sur les paramètres suivants : débit instantané, MES, DBO5, DCO, NH4, hydrocarbures, Zn, Pb, Chlorures.

Ces mesures devront permettre de conclure sur la compatibilité des rejets d'eaux pluviales avec les objectifs de qualité des cours d'eaux et les exigences d'ADP.

## 5.2.4 - ENTRETIEN DES OUVRAGES DE TRAITEMENT

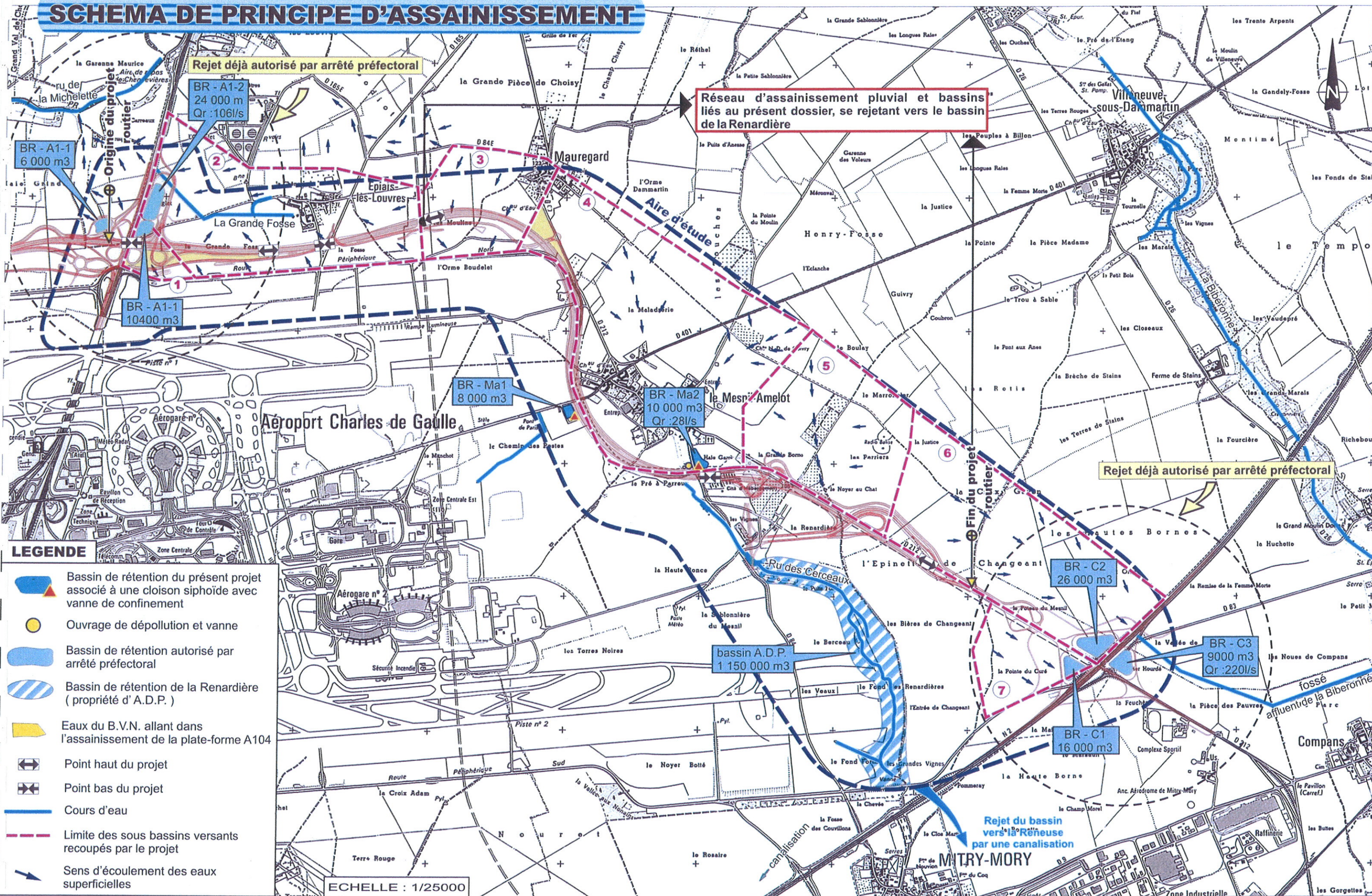
Les opérations d'entretien les plus importantes sont :

- les opérations de curage des bassins, dont les produits seront éliminés conformément aux textes en vigueur, moins fréquentes dans le cas présent du fait du rôle principal d'écêtement des bassins,
- la récupération des flottants,
- la réparation des clôtures,
- la réfection des berges,
- l'entretien des espaces verts,
- la maintenance des équipements : on envisagera ainsi un passage annuel d'hydrocureur sur les déboueurs déshuileurs du bassin BR MA2. La qualité de ces boues (teneurs en hydrocarbures et HAP particulièrement) et leur siccité conditionneront leur valorisation ou leur élimination dans les centres agréés à cet effet.

L'auto-surveillance liée au suivi du fonctionnement réel de la chaîne de traitement pendant les premières années de service permettra de juger de la fréquence d'entretien nécessaire à mettre en place pour faire perdurer l'efficacité du système (quantités de boues accumulées dans les déboueurs -déshuileurs, présence de flottants, etc.). Enfin, une bonne accessibilité de ces bassins facilitera l'exécution des travaux d'entretien.



# SCHEMA DE PRINCIPE D'ASSAINISSEMENT









## 6 – CONFORMITE AVEC LE SDAGE





Par les mesures mises en place pour le traitement des eaux pluviales (régulation et traitement) le projet respecte les objectifs des programmes « Marne Pollution zéro »

Le projet s'inscrit dans le bassin hydrographique de la Seine Normandie, pour lequel un Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) a été élaboré et approuvé le 20 septembre 1996.

Ce document fixe les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau, telle que prévue à l'article 2 de la Loi sur l'eau du 3 janvier 1992.

Les aménagements et interventions réalisés dans ce bassin doivent donc être compatibles avec ce document, si nécessaire par la mise en place de mesures compensatoires adaptées. Il apparaît que le projet présenté n'altère pas la ressource en eaux souterraines et ne concerne pas d'écosystèmes remarquables. Il n'a que des incidences minimales sur la qualité et le régime hydrique des eaux superficielles. A ce titre, il respecte les prescriptions du SDAGE (orientation A2).

De plus, les mesures adoptées ici (régulation des débits d'écoulement, traitement des eaux) permettent de réduire notablement ces incidences négatives, assurant une bonne compatibilité du projet avec le SDAGE.

Par ailleurs, en terme de déclinaisons locale du SDAGE sur les sous-bassins versants du bassin de la Seine, il n'existe pas de Schéma d'Aménagement et de gestion des Eaux (SAGE) en cours ou en prévision sur l'un ou l'autre des cours d'eaux concernés par le projet .





**Annexe 1 :** Arrêté préfectoral de Déclaration d'Utilité Publique du contournement Est de Roissy

**Annexe 2 :** Arrêté préfectoral d'autorisation des travaux d'assainissement pluvial liés à l'aménagement de l'échangeur entre la RN104 et l'autoroute A1.

**Annexe 3 :** Arrêté préfectoral d'autorisation des travaux d'assainissement pluvial liés au réaménagement de l'échangeur de Compans entre la RN2 et la RD212.

**Annexe 4 :** Projet de convention entre ADP et la DDE de Seine-et-Marne destiné à la signature.

**Annexe 5 :** Projet de convention entre le Conseil Général du Val d'Oise et la DDE de Seine-et-Marne destiné à la signature.





MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DES TRANSPORTS,  
DU LOGEMENT, DU TOURISME ET DE LA MER

Décret du 22 septembre 2003 déclarant d'utilité publique les travaux de construction de la section de l'autoroute A 104 constituant le contournement de la plate-forme aéroportuaire de Roissy-Charles-de-Gaulle entre l'autoroute A 1 (échangeur d'Epiais-lès-Louvres) et la RN 2 (échangeur de Compans) dans les départements de Seine-et-Marne et du Val-d'Oise, attribuant le statut d'autoroute à cette section, portant classement dans la voirie nationale de la section de la RD 212 comprise entre Mauregard et l'échangeur de Compans (Seine-et-Marne), déclarant d'utilité publique les travaux de construction par le département du Val-d'Oise de voies d'accès complémentaires à l'échangeur entre l'autoroute A 1 et la RD 104 dite rocade francilienne à Epiais-lès-Louvres dans le département du Val-d'Oise, attribuant le statut de route express à ces voies et portant mise en compatibilité des plans locaux d'urbanisme des communes de Compans, Epiais-lès-Louvres, Mauregard, Le Mesnil-Amelot et Mitry-Mory

NOR: EQU0300437D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales et du ministre de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer,

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment son article L. 11-1-1;

Vu le code du domaine de l'Etat;

Vu le code de la route;

Vu le code de la voirie routière, notamment ses articles L. 151-1 à L. 151-5 et R. 151-1 à R. 151-5;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 123-16 et R. 123-23;

Vu le code rural, notamment ses articles L. 112-2, L. 112-3, L. 123-24 à L. 123-26, L. 352-1, R. 123-30 à R. 123-38 et R. 352-1 à R. 352-15;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 3211-1;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1 à L. 122-3, ensemble le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977, modifié par les décrets n° 93-245 du 25 février 1993 et n° 95-22 du 9 janvier 1995, ses articles L. 123-1

à L. 123-16, ensemble le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 modifié, ses articles L. 214-1 à L. 214-7, ensemble les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 et ses articles L. 220-1 à L. 220-2, L. 579-9 et L. 571-10, ensemble les décrets n° 95-21 et n° 95-22 du 9 janvier 1995;

Vu la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs, ensemble le décret n° 84-617 du 17 juillet 1984 modifié pris pour son application;

Vu le décret du 26 avril 1994 portant approbation de la révision du schéma directeur de la région d'Ile-de-France;

Vu le schéma directeur de Marne-Nord approuvé le 27 juin 1996 et le schéma directeur du canton de Dammarville-en-Gâtine approuvé le 20 juin 2000;

Vu les plans locaux d'urbanisme des communes de Compans, Epiais-lès-Louvres, Mauregard, Le Mesnil-Amelot et Mitry-Mory;

Vu les avis de la chambre d'agriculture de Seine-et-Marne et de la chambre interdépartementale d'agriculture d'Ile-de-France en date respectivement des 18 décembre 2000 et 19 janvier 2001;

Vu la délibération du conseil général du Val-d'Oise en date du 17 décembre 1999 sollicitant l'organisation des enquêtes publiques préalables conjointes à la déclaration d'utilité publique des travaux;

Vu l'ordonnance du président du tribunal administratif de Melun en date du 13 décembre 2001 désignant les membres de la commission d'enquête;

Vu l'arrêté interpréfectoral des préfets de Seine-et-Marne et du Val-d'Oise en date du 17 janvier 2002 prescrivant l'ouverture des enquêtes publiques préalables conjointes sur l'utilité publique des travaux de construction par l'Etat de la section de l'autoroute A 104 constituant le contournement de la plate-forme aéroportuaire de Roissy-Charles-de-Gaulle entre l'autoroute A 1 (échangeur d'Epiais-lès-Louvres) et la RN 2 (échangeur de Compans) dans les départements de Seine-et-Marne et du Val-d'Oise, sur l'utilité publique des travaux de modification par le département du Val-d'Oise de l'échangeur entre l'autoroute A 1 et la rocade francilienne, sur la mise en compatibilité des plans locaux d'urbanisme des communes de Compans, Epiais-lès-Louvres, Mauregard, Le Mesnil-Amelot et Mitry-Mory et sur l'octroi d'un statut aux voies créées;

Vu le dossier d'enquête publique ouverte sur le projet, notamment le rapport et les conclusions de la commission d'enquête en date du 2 juillet 2002;

Vu la délibération en date du 28 avril 2000 du conseil général de Seine-et-Marne relative au classement dans la voirie nationale de la RD 212 entre l'échangeur de Compans et Mauregard (PR 6.900 à 13.500) et au classement dans la voirie départementale de la voie rétablie après réalisation des aménagements construits par l'Etat;

Vu la délibération en date du 19 décembre 2000 du conseil municipal d'Epiais-lès-Louvres relative à l'attribution du statut de route express aux voies d'accès complétant l'échangeur entre la RD 104 et l'autoroute A 1;

Vu les lettres du préfet de Seine-et-Marne en date du 10 décembre 2001 informant le président du conseil régional d'Ile-de-France, le président du conseil général de Seine-et-Marne, le président de la chambre de commerce et d'industrie de Meaux, le président de la chambre de métiers du Nord-Seine-et-Marne, le président de la chambre d'agriculture de Seine-et-Marne, le directeur régional de l'environnement d'Ile-de-France, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Seine-et-Marne et les maires de Compans, Mauregard, Le Mesnil-Amelot et Mitry-Mory de la mise en œuvre de la procédure prévue par les articles L. 123-16 et R. 123-23 du code de l'urbanisme en vue de la mise en compatibilité des plans locaux d'urbanisme de ces communes;

Vu les lettres du préfet du Val-d'Oise en date du 19 décembre 2001 informant le président du conseil régional d'Ile-de-France, le président du conseil général du Val-d'Oise, le président de la chambre de commerce et d'industrie Val-d'Oise-Yvelines, le président de la chambre des métiers du Val-d'Oise, le président de la chambre d'agriculture interdépartementale d'Ile-de-France, le président du syndicat intercommunal d'études et de programmation pour le développement de l'est du Val-d'Oise, le directeur régional de l'environnement d'Ile-de-France, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt du Val-d'Oise et le maire d'Epiais-lès-Louvres de la mise en œuvre de la procédure prévue par les articles L. 123-16 et R. 123-23 du code de l'urbanisme en vue de la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de cette commune;

Vu le procès-verbal de la réunion tenue le 19 décembre 2001, en application de l'article L. 123-16 du code de l'urbanisme, sur la mise en compatibilité des plans locaux d'urbanisme des communes de Compans, Mauregard, Le Mesnil-Amelot et Mitry-Mory;

Vu le procès-verbal de la réunion tenue le 4 janvier 2002, en application de l'article L. 123-16 du code de l'urbanisme, sur la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune d'Epiais-lès-Louvres;

Vu les délibérations des conseils municipaux du Mesnil-Amelot en date du 6 septembre 2002, d'Epiais-lès-Louvres en date du 11 septembre 2002 et de Mitry-Mory en date du 26 septembre 2002 sur la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de ces communes;

Vu la lettre du préfet de Seine-et-Marne en date du 26 août 2002 sollicitant, en application de l'article R. 123-23 du code de l'urbanisme, l'avis des conseils municipaux de Compans et Mauregard sur la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de ces communes;

Vu le procès-verbal de clôture de l'instruction mixte à l'échelon local en date du 6 août 2002 pour les travaux réalisés par l'Etat;

Vu le procès-verbal de clôture de l'instruction mixte à l'échelon local en date du 10 octobre 2002 pour les travaux réalisés par le département du Val-d'Oise;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu.

Décrète:

Art. 1<sup>er</sup>. - Sont déclarés d'utilité publique les travaux de construction par l'Etat de la section de l'autoroute A 104 constituant le contournement de la plate-forme aéroportuaire de Roissy-Charles-de-Gaulle entre l'autoroute A 1 (échangeur d'Epiais-lès-Louvres) et la RN 2 (échangeur de Compans), dans les départements de Seine-et-Marne et du Val-d'Oise, et les travaux de construction par le département du Val-d'Oise de voies d'accès complémentaires à l'échangeur entre l'autoroute A 1 et la RD 104 dite rocade francilienne, à Epiais-lès-Louvres, dans le département du Val-d'Oise, conformément au plan et aux documents annexés au présent décret (1).

Art. 2. - Les expropriations nécessaires devront être réalisées dans un délai de dix ans à compter de la date de publication du présent décret.

Art. 3. - Les maîtres d'ouvrages sont tenus de remédier aux dommages causés aux exploitations agricoles dans les conditions prévues par les articles L. 123-24 à L. 123-26, L. 351-1, R. 123-30 à R. 123-38 et R. 352-1 à R. 352-15 du code rural.

Art. 4. - La section de la RD 212 comprise entre l'échangeur de Compans (PR 6.900) et Mauregard (PR 13.500), dans le département de Seine-et-Marne, est classée dans la voirie nationale.

Art. 5. - Les caractères d'autoroute et de route express sont respectivement attribués aux voies mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, conformément au plan annexé au présent décret (1).

Art. 6. - L'accès à la route express sera interdit en permanence:

- aux piétons;
- aux cavaliers;
- aux cycles;
- aux animaux;
- aux véhicules à traction non mécanique;
- aux véhicules à propulsion mécanique non soumis à immatriculation, notamment aux cyclomoteurs;
- aux tracteurs et matériels agricoles, ainsi qu'aux matériels de travaux publics visés à l'article R. 138 du code de la route;
- aux véhicules automobiles ou ensemble de véhicules qui ne seraient pas capables, par construction, d'atteindre en palier une vitesse minimum de 40 km/h.

Toutefois, ces interdictions ne s'appliqueront ni aux personnels et aux matériels des services publics, des organismes concessionnaires ou permissionnaires de voirie agissant dans le cadre de leur mission, ni aux personnels et aux matériels des entreprises appelées à intervenir pour leur compte et sous leur contrôle.

Art. 7. - Le présent décret emporte mise en compatibilité des plans locaux d'urbanisme des communes de Compans, Epiais-lès-Louvres, Mauregard, Le Mesnil-Amelot et Mitry-Mory, conformément aux plans et documents annexés au présent décret (1).

Les maires de chacune des communes mentionnées à l'alinéa précédent procéderont aux mesures de publicité prévues au premier alinéa de l'article R. 123-25 du code de l'urbanisme.

Art. 8. - Le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales, le ministre de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer, le ministre de l'écologie et du développement durable et le ministre délégué aux libertés locales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 22 septembre 2003.

JEAN-PIERRE RAFFARTIN

Par le Premier ministre:

Le ministre de l'équipement, des transports,  
du logement, du tourisme et de la mer,

GILLES DE RODIER

Le ministre de l'intérieur,  
de la sécurité intérieure  
et des libertés locales,  
NICOLAS SARKOZY

La ministre de l'écologie  
et du développement durable,  
ROSELYNE BACHELOT-NARQUIN

Le ministre délégué aux libertés locales,  
PATRICK DEVEDIAN

(1) Ces plans et documents, ainsi que les documents exposant les motifs des décisions, sont mis à la disposition du public, selon les départements concernés, soit à la direction départementale de l'équipement de Seine-et-Marne, 288, avenue Georges-Clemenceau, BP 596, 77005 Melun Cedex, soit à l'hôtel du département du Val-d'Oise, 2, avenue du Parc, 95032 Cergy-Pontoise Cedex.





PRÉFECTURE DU VAL-D'OISE

ANNEXE 2

Cergy-Pontoise, le

DIRECTION DE  
L'AMÉNAGEMENT ET  
DES COLLECTIVITÉS  
TERRITORIALES

Bureau de  
l'Environnement

APAUTOFRANCILIENNE

N° 250/03

- NP -

ARRETE PREFECTORAL

LE PREFET DU VAL D'OISE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

- VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.214-1 à L. 214-6 et L.211-7 ;
- VU le code de l'expropriation, et notamment ses articles R.11-14-1 à R.11-14-15 ;
- VU le décret modifié N° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par les articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'environnement ;
- VU le décret modifié N° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature applicable aux opérations soumises à autorisation ou à déclaration, prévues par les articles L.214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement ;
- VU le décret N°93-1182 du 21 octobre 1993 relatif à la procédure applicable aux opérations entreprises dans le cadre de l'article L.211-7 du code de l'environnement ;
- VU la demande en date du 6 décembre 2002 présentée par le Conseil Général du Val d'Oise au titre du code de l'environnement – Livre II – Titre 1<sup>er</sup> en vue des travaux d'assainissement pluvial sur les communes d'EPIAIS-LES-LOUVRES et de CHENNEVIERES-LES-LOUVRES, liés à l'aménagement de l'échangeur entre la route départementale N° 104 (liaison Cergy-Roissy) et l'autoroute N° 1 ;

Ces travaux sont rangés sous les rubriques de la nomenclature du décret N° 93-743 du 29 mars 1993 énoncées ci-après :

2.2.0	A	Rejet dans les eaux superficielles susceptibles de modifier le régime des eaux, la capacité totale du rejet étant supérieure ou égale à 10 000 m <sup>3</sup> /j ou à 25 % de débit  ⇒ le débit total du collecteur se rejetant dans le ru de la Michelette est de 9200 m <sup>3</sup> /jour par temps de pluie, soit très nettement supérieur à 25 % du débit du ru.
5.3.0.- 1°	D	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux superficielles ou dans un bassin d'infiltration, la superficie totale desservie étant supérieure à 1 ha, mais inférieure à 20 ha ⇒ la superficie des eaux collectées pour cette deuxième phase de l'échangeur correspond à 113 ha de bassin versant naturel et 26,3 ha de voirie autoroutière.
6.1.0. – 1°	A	Travaux prévus à l'article L. 211-7 du Code de l'environnement, le montant des travaux étant supérieur ou égal à 1 900 000 euros.  ⇒ Les travaux d'assainissement pluvial sont estimés à 18,29 M. euros (en valeur 1999).

- VU l'avis de recevabilité en date du 20 mars 2003 émis par la Direction départementale de l'équipement, titulaire du pouvoir de police de l'eau pour cette opération ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 14 avril 2003 prescrivant l'enquête publique du vendredi 30 mai 2003 au mardi 1<sup>er</sup> juillet 2003 inclus, au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement ;
- VU les pièces annexées au dossier au vu desquelles il résulte que l'enquête a été effectuée conformément aux dispositions du Code de l'expropriation ;
- VU l'avis favorable du commissaire enquêteur en date du 30 juillet 2003 ;
- VU l'arrêté en date du 26 septembre 2003 portant sursis à statuer sur la demande susvisée ;
- VU le rapport reçu le 30 septembre 2003 élaboré par la Direction départementale de l'équipement titulaire du pouvoir de police de l'eau ;

- Le demandeur entendu ;
- VU l'avis favorable du Conseil départemental d'hygiène du Val d'Oise au cours de sa séance du 14 octobre 2003 ;
- VU la lettre préfectorale en date du 16 octobre 2003 adressant le projet d'arrêté et les prescriptions techniques à Monsieur le Président du Conseil Général du Val d'Oise, en application de l'article 8 du décret n°93-742 du 29 mars 1993 ;
- VU l'absence d'observation formulée par le pétitionnaire ;
- SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Val d'Oise ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er :** le Conseil Général du Val d'Oise est autorisé à réaliser les travaux d'assainissement pluvial sur les communes d'EPIAIS-LES-LOUVRES et de CHENNEVIERES-LES-LOUVRES, liés à l'aménagement de l'échangeur entre la route départementale N° 104 (liaison Cergy-Roissy) et l'autoroute N° 1.

Cette autorisation, portant sur les aménagements répertoriés sous les rubriques n° 2.2.0 – 5.3.0 et 6.1.0 de la nomenclature, est accordée au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement et de ses décrets d'application n° 93.742 et 93.743 du 29 mars 1993, dans le respect des prescriptions annexées au présent arrêté.

**- ARTICLE 2 :** Lorsque le bénéfice de l'autorisation est transmis à une autre personne que celle qui est mentionnée au dossier de demande d'autorisation, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au Préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

La cessation définitive ou pour une période supérieure à deux ans de l'installation, doit faire l'objet d'une déclaration par l'exploitant ou à défaut par le propriétaire auprès du Préfet, dans le mois qui suit la cessation définitive, l'expiration du délai de deux ans ou le changement d'affectation. Il est donné acte de cette déclaration.

Tout incident ou accident intéressant l'ouvrage de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L. 211-1 du Code de l'environnement doit être déclaré, dans les conditions fixées à l'article L.211-5 de ce code.

Le Préfet peut décider que la remise en service d'un ouvrage, d'une installation, d'un aménagement momentanément hors d'usage pour une raison accidentelle, sera subordonnée, selon le cas, à une nouvelle autorisation, si la remise en service entraîne des modifications de l'ouvrage, de l'installation, de l'aménagement ou des modifications de son fonctionnement ou de son exploitation, ou si l'accident est révélateur de risques insuffisamment pris en compte initialement.

**- ARTICLE 3 :** L'autorisation est accordée au pétitionnaire à titre précaire et révocable sans indemnité.

Si à quelque époque que ce soit, l'administration décidait dans un but d'intérêt général de la sécurité ou de la salubrité publique de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le pétitionnaire ne pourrait demander aucune justification ni réclamer aucune indemnité.

Toute modification des dispositions fixées par le présent arrêté ne pourra être mise en œuvre qu'à l'issue de l'instruction d'une procédure identique à celle qui a prévalu lors de l'octroi de cette autorisation.

**- ARTICLE 4 :** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**- ARTICLE 5 :** Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairies de d'EPIAIS LES LOUVRES et de CHENNEVIERES-LES-LOUVRES pendant une durée d'un mois. Une copie de cet arrêté sera également déposée aux archives des mairies précitées et maintenue à la disposition du public.

- Les maires établiront un certificat attestant l'accomplissement de cette formalité à faire parvenir à la préfecture du Val d'Oise.

- En outre, un avis relatif à cette autorisation sera inséré par les soins du Préfet et aux frais du pétitionnaire dans deux journaux d'annonces légales du département.

**- ARTICLE 6 :** Conformément aux dispositions de l'article L. 514-6 du Code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise :

1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour ou ledit acte leur a été notifié ;

2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.



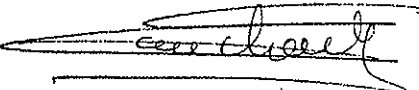
5

**- ARTICLE 7 :** - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Val d'Oise,  
- Monsieur le Directeur Départemental de l'équipement,  
- Messieurs les maires d'EPIAIS LES LOUVRES et de CHENNEVIERS LES LOUVRES  
- Monsieur le Président du Conseil Général du Val d'Oise  
sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs de l'Etat.

FAIT A CERGY-PONTOISE LE, 6 NOVEMBRE 2003  
Pour le Préfet du département du Val d'Oise  
Le Secrétaire Général

Signé Marc VERNHES

POUR AMPLIATION  
Pour le Préfet du Val d'Oise  
l'Adjointe au Chef de Bureau,

  
Catherine TOUCHARD

## CONSEIL GENERAL DU VAL D'OISE

### AMENAGEMENT du CARREFOUR entre l'autoroute A1 et la RD 104

(liaison CERGY-ROISSY)

### PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

ANNEXEES A L'ARRETE

PREFECTORAL DU 6 NOV. 2003

## SOMMAIRE

### Article 1 : Objet de l'autorisation

### Article 2 : Caractéristiques générales des ouvrages

- 2.1 - Implantation
- 2.2 - Bassin de retenue du bassin versant naturel
- 2.3 - Bassin de retenue des eaux routières
- 2.4 - Bassin de retenue n° 4 de la RD 104

### Article 3 : Conditions techniques imposées avant la réalisation des travaux

### Article 4 : Conditions techniques imposées pendant la période des travaux

### Article 5 : Conditions imposées à l'achèvement des travaux

### Article 6 : Conditions techniques imposées aux rejets des bassins

### Article 7 : Modalités de contrôle, d'entretien et d'exploitation des ouvrages

- 7.1 - opérations d'entretien systématique
- 7.2 - opérations d'entretien exceptionnel
- 7.3 - vérification de l'efficacité du séparateur d'hydrocarbures
- 7.4 - informations au Service de la Police de l'Eau

### Article 8 : Surveillance

### Article 9 : Contrôles par l'Administration

### Article 1<sup>er</sup> : Objet de l'autorisation :

Le Conseil Général du Val d'Oise est autorisé à réaliser les travaux d'assainissement pluvial liés à l'aménagement de la deuxième phase de l'échangeur entre l'autoroute A1 et la RD 104 (liaison Cergy-Roissy) sur les territoires communaux de Chennevières les Louvres et Epiais les Louvres, conformément au projet qu'il a établi. Il doit respecter les prescriptions techniques particulières qui suivent :

0  
0 0

Au titre du Code de l'Environnement, livre II - Titre 1<sup>er</sup>, et de ses décrets d'application n°s 93.742 et 93.743 du 29 mars 1993, sont autorisés aux conditions du présent arrêté les travaux répertoriés sous les rubriques de la nomenclature suivantes :

Rubriques de la nomenclature	Intitulé de la rubrique	Caractéristiques du projet	Régim
2.2.0 1°	Rejet dans les eaux superficielles susceptibles de modifier le régime des eaux, la capacité totale du rejet étant supérieure ou égale à 10 000 m³/j ou à 25% du débit.	Le débit total du collecteur se rejetant dans le ru de la Michelette est de 181,53 l/s par temps de pluie (soit 9200 m³/jour) soit très nettement supérieur à 25 % du débit d'étiage du ru de l'ordre de 1,5 l/s.	A
5.3.0 1°	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux superficielles ..., la superficie totale desservie étant supérieure ou égale à 20 ha.	La superficie concernée par les eaux collectées de cette deuxième phase de l'échangeur correspond à 113 ha de bassin versant naturel et 26,3 ha de voirie autoroutière.	A
6.1.0 1°	Travaux prévus à l'article 31 de la Loi du 3 janvier 1992 sur l'eau (article L 211.7 du Code de l'Environnement), le montant des travaux étant supérieur ou égal à 1900 000 euros.	Les travaux d'assainissement pluvial sont estimés à 18,29 M euros (en valeur 1999).	A

### Article 2 : Caractéristiques générales des ouvrages :

#### 2.1 - Implantation

Ils seront implantés et réalisés conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation en tout ce qui n'est pas contraire au présent arrêté.

Les plans de définition des ouvrages devront être établis et visés conformément aux dispositions de l'article 3.



## 2.2 - Bassin de retenue de bassin versant naturel :

- surface d'apport 113 hectares
- débit spécifique de rejet dans la canalisation de raccordement au ru de la Michelette : 0,7 l/s/ha
- débit de rejet 79 l/s
- dimensionnement du bassin : pluie de retour centennale
- volume de stockage des eaux : 24 000 m<sup>3</sup>
- cote du fond de bassin : 105,00 m NGF
- cote du niveau des plus hautes eaux : 106,50 m NGF
- longueur 185 m
- largeur 102 m
- bassin étanchéifié
- bassin équipé d'une fosse de décantation en sortie

## 2.3 - Bassin de retenue des eaux routières :

- surface d'apport 26,30 hectares
- débit spécifique de rejet 0,7 l/s/ha
- dimensionnement du bassin : pluie de retour cinquantennale
- débit de rejet seul : 18,43 l/s
- bassin équipé d'ouvrages d'amenée amont de reprise des exutoires des bassins d'ADP : VPN n° 4 (débit de rejet 3 l/s) et VPN n° 3 (débit de rejet 34 l/s).
- débit total du rejet dans la canalisation rejoignant le ru de la Michelette 55,43 l/s (18,43 l/s + 3 l/s + 34 l/s)
- volume de stockage des eaux 10 400 m<sup>3</sup>
- cote du fond de bassin 101,50 m NGF
- cote du niveau des plus hautes eaux 103,00 m NGF
- longueur 115 m
- largeur 70 m
- bassin étanchéifié
- la canalisation de vidange est équipée en sortie d'un système de régulation, d'une vanne de fermeture murale et d'une surverse de sécurité pour les événements pluvieux exceptionnels.
- un séparateur d'hydrocarbures de classe A est installé à l'aval du système de régulation. Il est équipé d'un décanteur, d'un filtre coalesceur et d'un obturateur automatique.

## 2.4 - Bassin de retenue n° 4 de la RD 104 :

(réalisé au cours de la première phase de l'échangeur).

- débit de rejet spécifique 0,7 l/s/ha
- dimensionnement calculé pour une pluie d'occurrence cinquantennale
- débit total de rejet 47 l/s correspondant au rejet des eaux routières seules (9 l/s) et des débits de rejet des bassins d'ADP, VPN n° 5 (débit de rejet 15 l/s) et VPN n° 6 (débit de rejet 23 l/s)
- bassin équipé en amont d'ouvrages d'amenée des eaux des bassins VPN n° 5 et VPN n° 6
- la canalisation de vidange est équipée de dispositifs de régulation et traitement (construits lors de la première phase)

## Article 3 - Conditions techniques imposées avant la réalisation des travaux :

- Seront soumis pour visa et accord préalable du Service chargé de la Police de l'Eau :
- les plans d'exécution des collecteurs, des bassins de stockage des eaux et des ouvrages de régulation et traitement
- le type d'étanchéité des bassins
- les systèmes de régulation des débits de rejet des bassins
- le calcul justifié du dimensionnement des ouvrages de traitement
- le projet des installations de chantier et de stockage des matériaux

## Article 4 - Conditions techniques imposées pendant la période des travaux :

Le pétitionnaire devra veiller à tout moment à ne pas entraver l'écoulement des eaux. Tout apport de polluant ou de charge solide, immédiat ou différé est proscrit. Il prend toutes les dispositions nécessaires à cet égard. Les travaux doivent être réalisés avec le souci constant de la protection de l'environnement et du milieu aquatique.

L'étanchéification des bassins fait l'objet d'un contrôle de mise en oeuvre par un ou des laboratoires ou organismes spécialisés. Ces contrôles font l'objet d'un rapport par ces mêmes organismes.

## Article 5 - Conditions imposées à l'achèvement des travaux :

Il sera procédé aux opérations de réception en présence des agents chargés de la Police de l'Eau.

Un plan de récolement des ouvrages sera remis à ces derniers.

La vérification des dispositifs de régulation des débits sera réalisée en leur présence.

Le rapport de contrôle d'exécution des étanchéités mentionné à l'article 4 sera transmis sans délai au service précité.

## Article 6 - Conditions techniques imposées aux rejets des bassins :

Le rejet des bassins dans le ru de la Michelette doit satisfaire aux concentrations maximales suivantes :

	Bassin du versant naturel	Bassin routier
MES	≤ 140 mg/l	≤ 20 mg/l
DCO	-	≤ 10 mg/l
HCT	-	≤ 5 mg/l

Une analyse bisannuelle (printemps et automne) des rejets sera réalisée par le pétitionnaire sur les paramètres précités en accord avec le Service chargé de la Police de l'Eau.

## Article 7 - Modalités de contrôle, d'entretien et d'exploitation des ouvrages :

Les ouvrages doivent être entretenus régulièrement de manière à garantir leur bon fonctionnement et le bon écoulement des eaux.

L'entretien des ouvrages comprendra:

**7.1 - Des opérations d'entretien systématique selon les fréquences indiquées ci-après:**

- contrôle hebdomadaire des ouvrages
- vérification et maintenance des équipements : dispositifs de régulation, vannes de fermeture, dégrilleurs : mensuelle
- nettoyage et curage des canalisations et regards : annuelle
- nettoyage des dégrilleurs : mensuelle
- curage des bassins: annuelle
- vidange et nettoyage des séparateurs d'hydrocarbures : semestrielle
- évacuation des produits de curage et de vidange à des centres de traitement agréés.

**7.2 - Des opérations d'entretien exceptionnel:**

Ces opérations doivent être réalisées lors d'événements particuliers tels qu'orages violents, pollutions accidentelles ou événements pluvieux survenant après des périodes de sécheresse supérieures à deux à trois semaines. Celles-ci nécessiteront le nettoyage et le curage de tout ou partie des ouvrages et des bassins.

Les modalités d'exécution correspondantes devront être définies en accord avec le représentant du Service de la Police de l'Eau.

En cas de pollution accidentelle, les vannes des bassins de rétention seront fermées en attendant l'intervention des Services spécialisés dans le pompage et l'évacuation des produits polluants.

**7.3 - La vérification de l'efficacité des séparateurs d'hydrocarbures**

Le pétitionnaire tiendra un cahier d'auto-surveillance des ouvrages sur lequel il reportera le niveau de leur remplissage et les dates correspondant à l'évacuation et/ou pompage des produits.

**7.4 - Le pétitionnaire fournira régulièrement au Service chargé de la Police de l'Eau:**

- les résultats du contrôle du remplissage des séparateurs de façon à éviter les remises en suspension (conduisant aux classiques pollutions dites accidentelles chroniques).
- la justification des opérations d'entretien, de curage et la destination des sédiments.
- les justificatifs correspondants à l'évacuation et au traitement des hydrocarbures et des huiles.

**Article 8 - Surveillance**

Le pétitionnaire doit veiller à ce que l'accès aux ouvrages ne soit pas entravé afin de faciliter les opérations d'entretien et permettre les visites des agents habilités à la recherche et à la constatation des infractions au Code de l'Environnement.

**Article 9 - Contrôles par l'Administration**

L'Administration se réserve le droit de procéder à des vérifications inopinées. En cas de non conformité aux dispositions de la présente autorisation, la charge de ces contrôles sera supportée par le pétitionnaire.

Le Service Police de l'Eau sollicitera la présence de représentants du pétitionnaire lors de ces contrôles. Toutes informations et résultats d'analyses leurs seront communiqués conformément aux dispositions réglementaires relatives aux opérations de constatations.



ANNEXE 3

Arrêté préfectoral n° 99 DAI 2E 004 autorisant le Ministre de l'Equipement, des Transports et du Logement à réaménager l'échangeur dit "de Compans" entre la RN 2 et la RD 212 au Nord-Est de Mitry Mory.

*Rubriques 2.2.0, 2.3.1, 2.7.0 et 5.3.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93.743 du 29 mars 1993 pris en application de l'article 10 de la loi sur l'eau.*

Le Préfet de Seine et Marne,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code Rural, notamment son livre I, titre III, chapitre II "police et conservation des eaux", article 103,

Vu le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles R.11.4 à R.11.14,

Vu la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution modifiée par la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, et notamment ses articles 2 et 10,

Vu le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

Vu le décret n° 93.743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

Vu la demande présentée par le Ministre de l'Equipement, des Transports et du Logement à l'effet d'être autorisé au titre de la loi sur l'eau à réaménager l'échangeur dit "de Compans" entre la RN2 et la RD 212 au Nord Est de Mitry Mory,

Vu l'arrêté préfectoral n° 98 DAE 2E 027 du 13 mars 1998 portant ouverture d'enquête publique du 20 avril au 7 mai 1998 inclus sur la demande susvisée,

Vu l'avis favorable et le rapport en date du 13 juillet 1998 du commissaire enquêteur,

.../...

Vu les registres des observations du public et les pièces attestant le bon déroulement de l'enquête pendant 18 jours consécutifs du 20 avril au 7 mai 1998 inclus sur le territoire des communes de Compans, Thieux, Mitry Mory, Villeneuve sous Dammartin, Le Mesnil Amelot, Saint Mesmes et Gressy.

Vu l'arrêté préfectoral n° 98 DAE 2E 097 du 15 octobre 1998 prorogeant de deux mois le délai d'instruction de la demande susvisée à compter du 15 octobre 1998,

Vu le rapport du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Seine et Marne en date du 7 décembre 1998,

Vu l'avis en date du 21 décembre 1998 du conseil départemental d'hygiène de Seine et Marne,

Vu le projet d'arrêté préfectoral notifié à l'exploitant qui n'a émis aucune observation,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Seine et Marne,

**ARRETE**

**Article 1er -**

Le Ministre de l'Equipement, des Transports et du Logement, ci-après dénommé "le pétitionnaire", est autorisé au titre de la loi sur l'eau à réaménager l'échangeur dit "de Compans" entre la RN 2 et la RD 212 au Nord-Est de Mitry-Mory.

La réalisation des travaux et l'exploitation des ouvrages devront être conformes aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande et non contraires aux prescriptions du présent arrêté.

Le pétitionnaire prend toutes mesures tant en phase chantier qu'en phase exploitation pour :

- ne pas porter préjudice à l'eau ou au milieu aquatique, tant quantitativement que qualitativement.
- empêcher le débordement et l'infiltration des eaux de ruissellement sur et sous les talus des bassins.

La délivrance de la présente autorisation au titre de la loi sur l'eau n'affranchit pas le pétitionnaire d'autres procédures préalables éventuellement requises.

**Article 2** - Les travaux autorisés à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus relèvent des rubriques ci-après de la nomenclature fixée par le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 pris pour application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau.

RUBRIQUE		Désignation ou quantités mise en jeu par le projet	Régime applicable
NUMERO	INTITULE		
2.2.0	Rejet dans les eaux superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, la capacité totale de rejet étant : Supérieure ou égale à 10000 m <sup>3</sup> /j ou à 25 % du débit	220 l/s vers la Biberonne.	Autorisation
2.3.1.	Installations ou activités à l'origine d'un effluent pour lequel l'apport au milieu aquatique est supérieur à 1t/j mais inférieur à 5 t/j de sels dissous (débit de référence inférieur à 0,5 m <sup>3</sup> /s).	1918 kg	Déclaration
2.7.0.	Création d'étangs ou de plans d'eau, la superficie étant : supérieure à 3 ha.	5,97 ha pour les trois bassins	Autorisation
5.3.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux superficielles ou dans un bassin d'infiltration, la superficie totale desservie étant : supérieure ou égale à 20 ha.	262,3 ha vers la Biberonne.	Autorisation

### TITRE I - DISPOSITIONS TECHNIQUES

**Article 3** - Le réseau de collecte des eaux de l'infrastructure routière est étanche à l'intérieur du périmètre de protection éloigné du captage de Mitry-Mory.

**Article 4** - Pour des phénomènes pluvieux de période de retour inférieure ou égale à 100 ans (cent ans) les débits de fuite des bassins de régulation doivent respecter les conditions suivantes.

- ⇒ bassin n° 1 : débit-rejeté inférieur ou égal à 25 l/s vers le bassin n° 2,
- ⇒ bassin n° 2 : débit rejeté inférieur ou égal à 195 l/s vers la rivière la Biberonne,
- ⇒ bassin n° 3 : débit rejeté inférieur ou égal à 25 l/s vers la rivière la Biberonne,

**Article 5** - Chaque bassin est équipé en sortie :

- d'un voile siphonide ;
- d'un orifice calibré ;
- d'une vanne manuelle d'isolement ;
- d'un ouvrage de surverse.

**Article 6** - La qualité des eaux sortant des bassins de régulation doit être compatible avec l'objectif de qualité 2 de la Beuvronne.

**Article 7** - Les digues des bassins de régulation sont efficacement protégées contre les infiltrations d'eau, l'érosion et la dessiccation.

**Article 8** - La crête des digues est calée à au moins 0,40 m par rapport au niveau des plus hautes eaux.

**Article 9** - Les bassins ainsi que leurs dispositifs mentionnés à l'article 4 sont inaccessibles au public.

**Article 10** - Le bassin d'évaporation de la route périphérique Sud est remblayé et sa conduite d'alimentation supprimée.

**Article 11** - Le pétitionnaire assure l'exploitation, le suivi et la maintenance des ouvrages de collecte, régulation, traitement et restitution au moyen de personnel spécialisé en nombre suffisant et équipé de matériel adapté.

Les ouvrages sont constamment entretenus en bon état. Le pétitionnaire procède à ses frais aux constatations, études ou travaux qui pourraient s'imposer pour s'assurer de la conservation des ouvrages.

En particulier :

- Les équipements de piégeage des hydrocarbures sont curés deux fois par an et font l'objet d'au moins une visite tous les deux mois.
- Les eaux rejetées font l'objet d'une analyse semestrielle dont une par an en hiver par un organisme agréé, à l'occasion d'épisodes pluvieux. Cette analyse porte sur les paramètres suivants : débit instantané, MES, DBO5, DCO, NH4, hydrocarbures, Zn, Pb, PH, Chlorures.

Le pétitionnaire transmet tous les ans au service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques un rapport de suivi des bassins et de leurs organes annexes, décrivant, pour l'exercice considéré :

- les travaux d'entretien réalisés ;
- les incidents éventuellement survenus ;
- la gestion des déchets et résidus de produits de curage (périodicité des curages, quantités produites et devenir) ;
- les résultats d'analyses et de mesures de contrôle ;
- les commentaires suscités par ce suivi et les perspectives pour l'année suivante.

**Article 12** - Les produits de dégrillage, hydrocarbures, graisses et produits de curage des réseaux et bassins sont traités dans des établissements spécialisés réglementairement agréés. Les justificatifs de l'accomplissement de cette prescription sont transmis sans délai au service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques avec le cas échéant les résultats d'analyses des produits effectués avant admission.

**Article 13** - Toute vidange des retenues doit être précédée d'une demande d'autorisation au titre de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau.



**Article 14** - Le pétitionnaire n'emploie pas de produits phytosanitaires à l'intérieur du périmètre de protection éloigné du captage de Mitry-Mory. A l'extérieur de ce périmètre, l'utilisation de produits phytosanitaires se fait de manière raisonnée avec des produits biodégradables adaptés à l'emploi et au milieu concernés et uniquement en période sèche.

## **Titre 2 - Dispositions générales**

**Article 15** - L'autorisation est accordée à titre personnel pour une durée de vingt ans à partir de la date de la signature du présent arrêté.

Son renouvellement nécessite la formulation par le pétitionnaire, dans un délai d'un an au plus et de six mois au moins avant sa date d'expiration, d'une demande écrite au préfet.

**Article 16** - L'autorisation cessera de produire ses effets s'il n'en a pas été fait usage dans un délai de cinq ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

**Article 17** - Les plans de récolement des ouvrages de collecte, régulation, traitement et restitution des eaux pluviales seront remis au service chargé de la Police de l'Eau et des Milieux Aquatiques dans le délai de 6 mois suivant la réception des travaux.

**Article 18** - Nonobstant les délais énoncés aux articles 16 et 17, l'autorisation a un caractère précaire et révocable.

**Article 19** - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 20** - En cas de transmission du bénéfice de l'autorisation à une autre personne que celle mentionnée au dossier de demande, le nouveau bénéficiaire devra en faire la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge des ouvrages ou aménagements.

**Article 21** - Toute modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation à l'ouvrage, l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

**Article 22** - Conformément aux prescriptions de l'article 35 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993, alinéa 3, la cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans la demande d'autorisation des ouvrages et travaux devra faire l'objet d'une déclaration par le pétitionnaire auprès du service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques, dans le mois qui suivra la cessation définitive, l'expiration du délai de deux ans ou le changement d'affectation. Il sera alors donné acte de cette déclaration.

En cas de cessation définitive, le pétitionnaire sera tenu de remettre en état les lieux de manière à préserver les éléments mentionnés à l'article 2 de la loi n° 92-3 du 3 Janvier 1992 susvisée.

**Article 23** Tout incident ou accident intéressant les ouvrages ou aménagements et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article 2 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau doit être déclaré, dans les conditions fixées à l'article 18 de cette loi.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le titulaire de l'autorisation devra prendre ou faire prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause de l'incident portant atteinte au milieu aquatique, pour évaluer leurs conséquences et y remédier.

**Article 24** - Le préfet peut décider que la remise en service d'un ouvrage, d'une installation, d'un aménagement, momentanément hors d'usage pour une raison accidentelle, sera subordonnée à une nouvelle autorisation si la remise en service entraîne des modifications de l'ouvrage, de l'installation, de l'aménagement ou des modifications de son fonctionnement ou de son exploitation, ou si l'accident est révélateur de risques insuffisamment pris en compte initialement.

**Article 25** - Le propriétaire ou l'exploitant sont tenus de livrer passage aux agents habilités à la recherche et à la constatation des infractions à la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau dans les locaux, installations ou lieux où les opérations sont réalisées, à l'exclusion des domiciles ou de la partie des locaux servant de domicile. Les résultats des analyses visées à l'article 11 sont présentés à toute requête du service chargé de la Police de l'Eau et des Milieux Aquatiques.

**Article 26** - En application de l'article 44 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé, sera puni de la peine d'amende prévue pour les contraventions de la 5e classe :

- 1) Quiconque aura réalisé l'ouvrage, l'installation, les travaux ou l'activité objet de la présente autorisation, sans satisfaire aux prescriptions fixées par le préfet dans le présent arrêté d'autorisation.
- 2) Quiconque n'aura pas effectué les travaux de modification ou de suppression de l'ouvrage, de l'installation ou des aménagements ou de remise en état du site, qui lui ont été prescrits par arrêté préfectoral en application de l'article 26 du décret précité ou n'aura pas respecté les conditions dont est assortie, par le même arrêté, la réalisation des travaux.
- 3) Le bénéficiaire de l'autorisation s'il apporte une modification à l'ouvrage, à l'installation, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, sans l'avoir préalablement porté à la connaissance du service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques, conformément à l'article 15 ou à l'article 33 du décret précité, si cette modification est de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation.
- 4) Quiconque se trouve substitué au bénéficiaire de la présente autorisation, sans en faire la déclaration au service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques, conformément au premier alinéa de l'article 35 du décret précité.
- 5) L'exploitant ou, à défaut le propriétaire qui n'aura pas déclaré, comme l'exige l'article 35 dernier alinéa du décret précité, la cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, soit de l'exploitation de l'ouvrage ou de l'installation, soit de son affectation telle qu'indiquée dans la demande d'autorisation.
- 6) L'exploitant ou, à défaut le propriétaire ou le responsable de la conduite des opérations qui aura omis de déclarer tout incident ou accident intéressant une installation, un ouvrage, des travaux ou une activité entrant dans le champ d'application du décret précité et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article 2 de la loi du n° 92-3 du 3 janvier 1992 susvisée.

**Article 27** - Quiconque effectue une vidange sans l'autorisation prévue à l'article 13 sera puni d'une amende de 2 000 F à 120 000 F et d'un emprisonnement de deux mois à deux ans ou de l'une de ces deux peines seulement, en vertu des dispositions de l'article 23 de la loi sur l'eau.

**Article 28** - En application de l'article 29 de la loi n° 92-3 du 3 janvier susvisée, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Cette décision peut être déférée à la juridiction administrative :

- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

en saisissant le Tribunal Administratif de MELUN - 8, rue Eugène Gonon - Case postale n° 8630 - 77008 MELUN CEDEX

Tout recours doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

**Article 29** - Le pétitionnaire est tenu d'afficher une copie du présent arrêté sur l'ouvrage ou à proximité immédiate.

**Article 30** - Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les principales prescriptions auxquelles l'ouvrage, l'installation, les travaux ou l'activité sont soumis, sera affiché à la mairie des communes de COMPANS, THIEUX et MITRY-MORY pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et transmis au service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques. En outre une copie du présent arrêté sera conservée à la mairie pour consultation éventuelle par le public du département concerné.

**Article 31** - Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne,

- Monsieur le Ministre de l'Équipement, des Transports et du Logement;
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Seine-et-Marne,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de la Seine-et-Marne,
- Madame le Chef de la Mission Interservices de l'Eau de la Seine-et-Marne,
- Messieurs les Maires des communes de COMPANS, THIEUX et MITRY-MORY

sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera adressée et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Seine-et-Marne.

Copie du présent arrêté sera en outre adressée à :

- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement d'Ile-de-France.

Melun, le 15 JAN. 1992

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation  
Le secrétaire général,

signé : François Xavier CECCALDI

POUR AMPLIFICATION  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Chef de service

Catherine BONNEAU





**Direction de l'Aménagement et  
des Programmes**

Affaire suivie par :  
Marjolaine GRISARD  
Tél. : 01 70 03 41 37  
Fax : 01 49 75 39 48  
marjolaine.grisard@adp.fr

APR / 2005 / R. STEP / 114

Direction Départementale de l'Équipement de  
Seine et Marne  
65 bis avenue Raymond Poincaré  
77400 Lagny-sur-Marne

A l'attention de Madame la Directrice  
Départementale de l'Équipement

Orly, le 9 septembre 2005

**OBJET : Projet de convention de rejet des eaux pluviales de la Francilienne dans les  
réseaux de l'Aéroport de Paris – Charles de Gaulle**

Madame la Directrice,

Par courrier du 13 juin 2005, vous m'adressiez un projet de convention de rejet partiel des  
eaux pluviales de la Francilienne dans les réseaux d'Aéroports de Paris.

Après examen par mes services et prise en compte des décisions du Comité de Pilotage du  
projet Francilienne du 12 juillet 2005, je vous confirme notre accord sur ce raccordement et  
vous trouverez ci-joint un projet de convention modifié par nos soins.

Après accord de votre part, ce document ne pourra toutefois pas être signé avant l'obtention  
du nouvel arrêté interpréfectoral de rejet des eaux pluviales de l'aéroport Paris-Charles de  
Gaulle en cours de préparation avec vos services.

Restant à votre disposition pour tout complément d'information, je vous prie d'agréer,  
Madame la Directrice, l'expression de mes salutations distinguées.

Jean-Marie CHEVALLIER  
Directeur

P.J. : Projet de convention de rejet des eaux pluviales modifié





PROJET

AEROPORT DE PARIS – CHARLES DE GAULLE  
ETAT, MINISTERE DES TRANSPORTS, DE L'EQUIPEMENT  
DU TOURISME ET DE LA MER

CONVENTION AUTORISANT LE REJET PARTIEL  
DES EAUX ISSUES DE LA FRANCILIENNE  
DANS LE RESEAU D'EAUX PLUVIALES  
DE L'AEROPORT PARIS - CHARLES DE GAULLE





Entre :

**AEROPORTS DE PARIS**, Société anonyme au capital de 256 084 500 euros (deux cent cinquante six millions et quatre-vingt quatre mille cinq cents euros), dont le siège social est situé au 291, boulevard Raspail - 75014 PARIS, immatriculée sous le numéro SIREN 552 016 628 au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris

représentée par Monsieur René BRUN, Directeur de l'aéroport Paris - Charles de Gaulle, ayant reçu délégation de pouvoir du Directeur Général par décision DG/2003/2307 du 21 juillet 2003, à l'effet des présentes ;

Désigné ci-après par «**Aéroports de Paris**», d'une part,

Et ;

**L'Etat**, Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer,

représenté par Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Seine et Marne, ayant reçu délégation de signature par Monsieur le Préfet de Seine et Marne par arrêté préfectoral n° 05 BIC 054 du 26 octobre 2005;

Désigné ci-après par «**L'ÉTAT**», d'autre part,

## **PREAMBULE**

Depuis la mise en service de l'aéroport Paris - Charles de Gaulle, les eaux de ruissellement provenant d'une partie de la route périphérique Est, aujourd'hui RD 212, se rejettent dans le thalweg dit des "Renardières", formant ainsi le ru des Cerceaux.

C'est dans la vallée de ce ru, aujourd'hui comprise dans l'emprise de l'aéroport Paris - Charles de Gaulle, qu'Aéroports de Paris a édifié son bassin de stockage des eaux pluviales.

La partie amont du ru des Cerceaux et les eaux du bassin des Renardières sont dérivées dans la Reneuse par l'intermédiaire d'une canalisation, propriété d'Aéroports de Paris. Le débit et la qualité des eaux au niveau de ce rejet dans la Reneuse sont définis par l'arrêté inter-préfectoral n° du (en cours d'obtention) définissant les conditions de rejet des eaux pluviales provenant de la plate-forme aéroportuaire.

L'Etat ayant le projet de construire l'extension de la Francilienne sur le tracé de l'actuelle RD 212, il a sollicité d'Aéroports de Paris l'autorisation de rejet partiel des eaux pluviales issues de cet axe routier dans le réseau d'eaux pluviales de l'aéroport Paris - Charles de Gaulle.

L'objet de la présente convention est donc de définir les conditions dans lesquelles Aéroports de Paris peut accepter de recevoir les eaux issues du tronçon considéré de la Francilienne.

## **ARTICLE 1 - OBJET DE LA PRESENTE CONVENTION**

La présente convention a pour objet de fixer les conditions juridiques, techniques et financières dans lesquelles Aéroports de Paris reçoit dans son réseau d'eaux pluviales les eaux issues des surfaces revêtues du tronçon considéré de la Francilienne ainsi que les eaux de ruissellement du bassin versant concerné, en conformité avec les dispositions de l'arrêté inter-préfectoral n° du (en cours d'obtention) autorisant le rejet par Aéroports de Paris de ses eaux annexé à la présente convention.

## **ARTICLE 2 - CARACTERISTIQUES DU BASSIN D'APPORT**

Le bassin d'apport recueille la totalité des eaux pluviales générées par les surfaces imperméabilisées (chaussée) et les surfaces actives (talus, fossés...) relevant de son domaine. La superficie de ce bassin versant est de 28 hectares (cf. plan en annexe 2).

Le point de rejet sera physiquement identifié à l'entrée du territoire d'Aéroports de Paris et exclusif de tout autre, notamment du rejet de la station d'épuration du Mesnil-Amelot - coordonnées Lambert II X : 618,92 Y : 2 446,15 Z : 100 (cf. plan en annexe 3).

Il est entendu que ce point de rejet ne concernera que le seul bassin versant de la Francilienne, tous autres apports de bassins amont ou connexes étant prohibés.

Les Parties conviennent que toute modification temporaire ou définitive, soit de configuration ou des caractéristiques du réseau de drainage de l'Etat, soit de la superficie ou des caractéristiques des surfaces drainées, et plus généralement tous travaux sur le bassin versant, du fait du gestionnaire de la voirie, susceptibles d'avoir une incidence sur le volume, le débit ou la qualité des eaux pluviales rejetées dans le réseau d'Aéroports de Paris, devront avoir été préalablement étudiés et validés d'un commun accord.





La maîtrise de la végétation sur le tronçon concerné sera réalisée par l'Etat avec un recours de préférence au désherbage mécanique et un usage limité de produits phytosanitaires. Les procédures appliquées feront l'objet d'une communication à Aéroports de Paris.

La maintenance hivernale réalisée par l'Etat sur le tronçon fera également l'objet d'une communication à Aéroports de Paris sur les pratiques et les produits utilisés.

ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES DES OUVRAGES

Afin d'écarter les débits entrant dans le réseau d'eaux pluviales d'Aéroports de Paris, l'Etat réalisera sur son domaine deux bassins de stockage - régulation suivis d'un ouvrage de prétraitement des eaux avant rejet dans le réseau d'Aéroports de Paris.

- Les caractéristiques des bassins de stockage – régulation, bassins secs, sont les suivantes :
- Volume BR Ma 1 : 8 000 m³
  - Volume BR Ma 2 : 10.000 m³
  - Géométrie : forme trapézoïdale
  - Revêtements : étanchéité par géomembrane synthétique, talus périphérique en pierré-contrefort.

L'exutoire de BR Ma 2 sera instrumenté pour connaître les débits évacués vers Aéroports de Paris. Un système de vannage manuel en sortie du bassin sera installé pour isoler les pollutions chroniques (sels de déverglaçage) et accidentelles (déversements d'huiles et d'hydrocarbures sur la chaussée...).

En outre, l'altitude de ces bassins sera réglée de telle manière que les crues consécutives à des pluies de période de retour supérieure à décennale pourront s'épandre sur une zone sise à l'intérieur du domaine de l'Etat

L'entretien et le curage de ces bassins seront réalisés par l'Etat.

- Les caractéristiques de l'ouvrage de prétraitement sont les suivantes :
- Ouvrage de dépollution UT type décanteur particulière
  - Régulateur de débit : 28 l/s
  - Détection de niveau de boues et d'hydrocarbures : voile de boue et hydrocarbures
  - Présence d'une surverse de sécurité

La maintenance de l'ouvrage de prétraitement sera effectuée par l'Etat par un curage au minimum une fois par an.

Les aménagements paysagers seront étudiés pour se prémunir du risque aviaire (pentes des talus, réglage des surfaces, banquettes inondables pour les pluies de fréquences supérieures, traitement paysager, formule de gazon, espèces arbustives prohibées.....).

A titre d'information, les prescriptions agréées par Aéroports de Paris pour l'engazonnement sont les suivantes :

EPOQUE DE SEMIS : Les semis seront exécutés dans la mesure du possible hors période de migration, c'est-à-dire du 15 avril au 15 octobre.

COMPOSITION : Les mélanges des semences auront la composition suivante :

- 20% de ray grass anglais Gator.
- 15% de ray grass anglais Manhattan.
- 25% de fétuque élevée Houndog.
- 25% de fétuque rouge traçante Cindy.
- 15% de paturin des prés Ampellia.

Les espèces végétales prohibées par la Direction de la Technique et de l'Innovation de la DGAC sur un aéroport seront aussi considérées; il s'agit des espèces suivantes :

Principales cultures et plantes décoratives très déconseillées sur les aérodromes	
Cultures	<ul style="list-style-type: none"><li>- blé et orge d'hiver</li><li>- maïs</li><li>- trèfles, luzerne, lupin, vesces</li><li>- petits pois, choux, moutarde, fèves, féverolle, salades</li><li>- engrais vert, radis fourrager, moha</li><li>- millet, tournesol, sorgho, sarrasin</li><li>- prés, pelouses contenant des trèfles</li></ul>
Plantes ornementales	<ul style="list-style-type: none"><li>- les épines-vinettes (berberis de toutes espèces productrices de baies),</li><li>- les mahonia (<i>Mahonia aquifolium</i>, etc...)</li><li>- les vignes sauvages (<i>Vitis</i>, <i>ampelopsis</i>, etc...)</li><li>- le houx (<i>Ilex aquifolium</i>)</li><li>- les rosacées à baies ou fruits de façon générale notamment :<ul style="list-style-type: none"><li>. les ronces et framboisiers (<i>Rubus</i> de toutes espèces),</li><li>. les merisiers (<i>Prunus avium</i>),</li><li>. les pruniers (<i>Prunus divers</i>),</li><li>. le prunelier (<i>Prunus spinosa</i>),</li><li>. les sorbiers (<i>Sorbus avium</i> et autres),</li><li>. les alisiers (<i>Aria terminalis</i> et autres),</li><li>. les aubépines (<i>Crataegus oxycantha</i>, <i>coccinea</i>, etc...),</li><li>. les pyracantha (<i>Crataegus pyracantha divers</i>),</li><li>. le laurier cerise (<i>Cerasus lauro-cerasus</i>),</li><li>. les cotoneasters (<i>Cotoneaster angustifolia</i>, <i>C. vulgaris pannosa</i>, etc...),</li><li>. les lierres (<i>Hedera helix</i>, etc...),</li><li>. les sureaux (<i>Sambucus nigra</i>, etc...),</li><li>. les arbousiers (<i>Arbutus unedo</i> A et C),</li><li>. l'if (<i>Taxus baccata</i>),</li><li>. les genévriers (<i>Juniperus communis</i>, etc...).</li></ul></li></ul> <p>Il convient en outre de supprimer le gui (<i>Viscum album</i>) sur les arbres parasités.</p>
Arbres	<ul style="list-style-type: none"><li>- les saules (<i>Salix</i> sp.)</li><li>- le robinier (<i>Pseudacacia</i>)</li><li>- le Sophora japonica</li></ul>

- Les plantes suivantes pourraient éventuellement convenir :
- lauriers (autres que le laurier cerise déconseillé),
  - thuya,
  - épineux non producteurs de baies (*Malus floribunda*, *Aucuba crotonifolia* *Berberis julianae*, *Berberis darwini*).





#### ARTICLE 4 - CONDITIONS D'ADMISSION DES EAUX DE RUISSELLEMENT DU BASSIN VERSANT CONCERNE DANS LE RESEAU D'EAUX PLUVIALES D'AÉROPORTS DE PARIS

Sauf cas de force majeure Aéroports de Paris reçoit dans son réseau d'eaux pluviales les eaux de ruissellement du bassin versant concerné conformes aux normes de rejet suivantes :

pH	MES	DCO	COT	DBO5	Hydrocarbures totaux	NtK
6,5 à 8,5	30 mg/l	40 mg/l	20 mg/l	10 mg/l	1 mg/l	3 mg/l

NB : Valeurs limites issues d'échantillons moyens 24 heures. En cas d'échantillon ponctuel, les valeurs limites ci-dessus ne dépasseront pas 1,5 fois les valeurs moyennes.

NB2 : le COT permet à tout moment d'effectuer un contrôle rapide de la pollution carbonée globale par l'une ou l'autre des parties.

Le débit de rejet moyen annuel autorisé sera égal au débit de pointe engendré par une pluie décennale (équivalence de la situation antérieure à l'existence de l'aéroport) soit un débit de fuite régulé à 28 l/s pour une superficie de bassin versant de 28 ha (1 l/s/ha).

Aéroports de Paris peut demander à l'Etat de réduire ou d'annuler son débit si des circonstances exceptionnelles l'exigent (rétentions avalées saturées ou rejet de la plate-forme limité) et si la capacité des installations de l'Etat le permet.

En cas de pollution, l'Etat s'engage à intervenir sans délai pour procéder à l'isolement de son réseau et devra en informer Aéroports de Paris, par tous moyens appropriés, dans un délai maximal de 2 h suivant l'événement qui a causé l'intervention. A titre préventif et exceptionnel, Aéroports de Paris pourra intervenir sur les ouvrages de l'Etat si une pollution est détectée et que les services de l'Etat sont dans l'impossibilité d'intervenir.

En cas de pollution nécessitant un pompage et un retraitement en centre agréé, l'ensemble des opérations sera à la charge de l'Etat.

En particulier, si les eaux rejetées par l'Etat s'avéraient non conformes aux normes fixées par l'autorisation de rejet, Aéroports de Paris saisirait le service chargé de la police de l'eau pour remédier à cet état de fait, et ce dans un délai déterminé par Aéroports de Paris en fonction de l'urgence et de la gravité de la situation constatée, sans que ce délai puisse toutefois excéder 60 jours. Aéroports de Paris pourra, après en avoir informé l'Etat, procéder à titre de mesure conservatoire à l'isolement du réseau de l'Etat afin de sauvegarder son réseau d'eaux pluviales ou de préserver le milieu naturel ou la sécurité des personnes.

#### ARTICLE 5 - CONTROLES ET ANALYSES

##### 5.1. – Contrôles et analyses sur les eaux de ruissellement de la Francilienne

L'Etat s'engage à effectuer ou à faire exécuter à ses frais et par un organisme agréé de son choix, un auto-contrôle de la qualité des eaux de ruissellement rejetées dans le réseau d'eaux pluviales d'Aéroports de Paris afin de s'assurer du respect des valeurs limites de l'article 4 ci-dessus.

Les contrôles sont effectués au minimum deux fois par an sur un événement pluvieux significatif : orages d'été, pluies longues et fines d'hiver.

Les mesures sont réalisées par prélèvement proportionnel au débit dans un regard aménagé à l'aval des installations de l'Etat, et avant pénétration sur l'emprise de l'aéroport de Paris – Charles de Gaulle.

Par ailleurs, chacune des parties pourra procéder ou faire procéder par un organisme de son choix, à tout moment et à ses frais, à des contrôles et analyses complémentaires. Elle pourra en communiquer les résultats à l'autre partie par tous moyens appropriés.

##### 5.2 – Communication des résultats des contrôles et analyses

Les résultats des contrôles et analyses visés à l'alinéa 5 -1 ci-dessus seront consignés par l'Etat dans un registre régulièrement mis à jour et pourront être communiqués à tout moment à Aéroports de Paris sur sa demande.

En outre, ces résultats feront l'objet d'un rapport annuel qui sera transmis aux frais de l'Etat à Aéroports de Paris avant le 31 janvier de l'année n+1 afin que ce dernier l'incorpore dans son rapport annuel d'exploitation transmis à la MISE 77.

#### ARTICLE 6 - CONDITIONS FINANCIERES

Les dispositions techniques prises en compte, que ce soit en terme quantitatif ou qualitatif, des eaux décantées, doivent limiter le surcoût d'exploitation pour Aéroports de Paris. Aéroports de Paris se réserve le droit de répercuter à l'avenir ce surcoût sur ses partenaires.

Le coût de la gestion des pollutions accidentelles et chroniques (notamment enlèvement et traitement) sera intégralement pris en charge par l'Etat. Si exceptionnellement ce coût devait être supporté par Aéroports de Paris, l'entreprise obtiendra remboursement auprès de l'Etat sur justificatifs des dépenses engagées.

#### ARTICLE 7 - RESPONSABILITES - ASSURANCES

##### 7.1 – Responsabilités

L'Etat et Aéroports de Paris seront respectivement responsables des préjudices et dommages de toute nature causés à l'occasion de l'exécution ou de l'inexécution partielle ou totale de leurs obligations contractuelles, ou du fait de leurs préposés ou de tout tiers intervenant pour leur compte.

##### 7.2 – Assurances

Aéroports de Paris souscrira les polices d'assurances nécessaires pour garantir les risques des obligations mises à sa charge au titre de la présente convention.

L'Etat pourra être son propre assureur ou souscrire les polices d'assurances nécessaires pour garantir les risques des obligations mises à sa charge au titre du présent contrat et notamment, une police d'assurance RC Atteintes à l'environnement garantissant les risques suivants causés à Aéroports de Paris et à tous tiers en général :

- L'atteinte à l'environnement (notamment l'émission, la dispersion, le rejet, ou le dépôt de toute substance solide, liquide ou gazeuse diffusée par les eaux),
- Les frais de dépollution des sols (sol s'entendant par sol, le sous-sol et, par extension, les eaux de surface et les eaux souterraines) et des biens immobiliers (résultant d'une atteinte à l'environnement).



## ARTICLE 8 - ENTREE EN VIGUEUR - DUREE - REVISION - RESILIATION

### 8.1 – Entrée en vigueur

Sans préjudice de l'application de ce qui précède, la présente convention prendra effet à la date de mise en service par l'Etat du tronçon de la Francilienne considéré et de ses ouvrages de stockage et traitement des eaux de ruissellement.

Aéroports de Paris sera averti par l'Etat, par lettre recommandée avec avis de réception, de la mise service des installations au minimum un mois avant la date retenue.

### 8.2 – Durée

La présente convention est conclue pour une durée égale à celle de l'arrêté inter-préfectoral visé à l'article 1.

### 8.3 – Modification

Tout projet de modification des ouvrages de l'Etat ou d'Aéroports de Paris, toute évolution réglementaire, financière ou de mode d'exploitation de nature à avoir une incidence sur l'exécution de la présente convention, donnera lieu à concertation préalable entre les Parties.

A cet effet, la Partie à l'initiative du projet de modification de la présente convention transmettra à l'autre Partie un dossier argumenté, comprenant le cas échéant un dossier de présentation du projet de modification des ouvrages, et cela au moins trois mois avant la date de modification souhaitée ou la date de mise en service de l'ouvrage.

Les interlocuteurs techniques d'Aéroports de Paris et de l'Etat feront leurs meilleurs efforts pour parvenir à un accord sur un projet tenant compte de l'intérêt des deux Parties.

Les modifications finalement arrêtées donneront lieu à l'établissement d'un avenant à la présente convention.

### 8.4 - Résiliation

La résiliation de la présente convention peut intervenir à tout moment :

- En cas de force majeure,
- En cas d'inexécution par l'une des parties de ses obligations, après mise en demeure restée sans réponse,
- En cas d'accord mutuel des parties.

## ARTICLE 9 - NULLITE D'UNE CLAUSE

Dans l'hypothèse où l'une des clauses de la présente convention, à l'exception de celle de l'article 8.1, viendrait à être annulée pour quelque cause que ce soit ou serait non exécutoire, les parties s'accordent pour considérer qu'elle n'entraîne pas la nullité de la présente convention. Les parties s'efforceront de substituer aux dispositions annulées ou non exécutoires des dispositions de même nature ou de même fondement afin de respecter la commune intention des parties et l'équilibre économique de la convention.

## ARTICLE 10 - TOLERANCE

Les clauses et conditions de la présente convention sont de rigueur et devront recevoir leur pleine et entière exécution.

Toute tolérance d'Aéroports de Paris, quelle qu'en soit la durée ou la fréquence, ne saurait être considérée comme opérant novation créatrice de droit, et il pourra y être mis fin à tout moment sans préavis.

## ARTICLE 11 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litiges relatifs à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention, il est convenu que les parties soumettront le différend à une commission de conciliation composée de deux représentants de chacune des parties et des représentants du Préfet coordonnateur chargé de la police de l'eau, s'appuyant éventuellement sur l'avis des services techniques compétents.

Cette commission de conciliation devra rendre son avis dans un délai maximal de 6 mois. Pendant ce délai, les parties continueront d'exécuter leurs obligations nonobstant le différend en cours.

Si au terme de ce délai, la commission n'avait pas rendu son avis, ou à défaut d'accord de l'une des parties sur ledit avis, le litige pourra être porté par la partie la plus diligente devant le Tribunal Administratif territorialement compétent.

## ARTICLE 12 - NOTIFICATIONS

Pour l'application de la présente convention, les interlocuteurs des parties seront les personnes désignées ci après :

Pour Aéroports de Paris	Pour l'ETAT
Le Directeur Technique CDGT – Bâtiment 57.20 BP 24 101 95711 ROISSY CDG CEDEX tél. : 01.48.62.10.10 fax : 01.48.62.81.41	L'Ingénieur d'Arrondissement Arrondissement Territorial Nord Barrage de la Marne 77109 MEAUX CEDEX tél. : 01.60.32.13.00 fax : 01.64.34.26.28

Fait en 2 exemplaires originaux,

A Roissy, le

Pour Aéroports de Paris

M. René BRUN

A Melun, le

Pour l'Etat

M. le Directeur Départemental de  
l'Equipement





**Annexes :**

- 1 - Copie de l'arrêté n°                      du
- 2 - Plan du bassin versant et localisation des ouvrages
- 3 - Plan de raccordement au réseau





PROJET

DEPARTEMENT DU VAL D'OISE

ETAT, MINISTERE DES TRANSPORTS, DE L'EQUIPEMENT ,  
DU TOURISME ET DE LA MER

CONVENTION AUTORISANT LE DEVERSEMENT  
DES EAUX ISSUES DE LA FRANCILIENNE  
DANS LE BASSIN DE RETENSION DE EAUX PLUVIALES BRA1-1  
DE L'ECHANGEUR A1 / FRANCILIENNE



Entre :

**Le Département du Val d'Oise**, représenté par le Monsieur xxx, agissant en qualité de président du Conseil général du Val d'Oise dûment habilité en vertu de la délégation qui lui a été consentie par la délibération de la commission permanente en date du xxx ;

Désigné ci-après par «**Le Conseil Général du Val d'Oise**», d'une part,

Et ;

**L'Etat**, Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer ,

représenté par Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Seine et Marne, ayant reçu délégation de signature par Monsieur le Préfet de Seine et Marne par arrêté préfectoral n° 05 BIC 054 du 26 octobre 2005.

Désigné ci-après par «**L'ÉTAT**», d'autre part,

## **PREAMBULE**

Le contournement Est de l'aéroport Roissy-Charles de Gaulle fait l'objet d'une maîtrise d'ouvrage Etat et Conseil Général du Val d'Oise.

L'Etat réalise la plate forme autoroutière jusqu'à son raccordement à la Liaison Cergy-Roissy (LCR), ainsi que les bretelles xxx de l'échangeur A1 / Francilienne.

Le Conseil Général du Val d'Oise réalise les bretelles xxx de l'échangeur A1 / Francilienne.

Le principe d'assainissement de la plate forme autoroutière prévoit que les eaux de ruissellement de la Francilienne se rejette, depuis l'ouvrage d'art n°10 au-dessus de la ligne LGV Nord jusqu'au raccordement à la LCR, dans le bassin de rétention BRA-1.

L'objet de la présente convention est donc de définir les conditions dans lesquelles le CG95 accepte de recevoir les eaux issues du tronçon considéré de la Francilienne.

## **ARTICLE 1 – OBJET DE LA PRESENTE CONVENTION**

La présente convention a pour objet de fixer les conditions juridiques et techniques dans lesquelles le Conseil Général du Val d'Oise reçoit dans son réseau d'eaux pluviales les eaux issues des surfaces revêtues de la Francilienne ainsi que les eaux de ruissellement du bassin versant concerné.

Pour l'exécution de la présente convention, l'Etat s'engage à respecter, et à faire respecter le cas échéant, l'ensemble des dispositions de nature législative et réglementaire existantes ou à venir concernant la police de l'eau, et en particulier les termes de la présente convention.

## **ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUES DU BASSIN D'APPORT**

Le bassin d'apport comprend la totalité des eaux pluviales générées par les surfaces imperméabilisées (chaussée) et les surfaces actives (talus, fossés...) relevant de son domaine. L'étendu de ce bassin versant est de 19 hectares (cf. plan en annexe xx)

Les Parties conviennent que toute modification temporaire ou définitive, soit de configuration ou des caractéristiques du réseau de drainage de l'ETAT, soit de la superficie ou des caractéristiques des surfaces drainées, et plus généralement tous travaux sur le bassin versant susceptibles d'avoir une incidence sur le volume, le débit ou la qualité des eaux pluviales rejetées dans le réseau du Conseil Général du Val d'Oise, devront avoir été préalablement étudiés et validés d'un commun accord.

## **ARTICLE 3 – CONDITIONS D'ADMISSION DES EAUX DE RUISSELLEMENT DU BASSIN VERSANT CONCERNE DANS LE RESEAU D'EAUX PLUVIALES DU CG95**

Sauf cas de force majeure prévu à l'article xx ci-dessous, ou non respect par l'Etat de l'une quelconque de ses obligations, le Conseil Général du Val d'Oise reçoit dans son réseau d'eaux pluviales les eaux de ruissellement du bassin versant concerné.

Les prescriptions relatives aux débits de rejets de l'autoroute A104 et des volumes mobilisables dans BRA 1-2 pour satisfaire les conditions de régulation aval sont les suivantes :





Pluie de référence	Q <sub>max</sub> déversé dans BR 1-2 via Ø 1200	Q <sub>r</sub>	Stockage utile dans BR 1-2
T=10 ans de pluie Double triangle. t=2 H Période intense de 15'	760 l/s	15 l/s	3 000 m <sup>3</sup>
T=10 ans type pluie Double triangle. t=10H Période intense de 4H	550l/s	15l/s	8 000 m <sup>3</sup>

## ARTICLE 4 – RESPONSABILITES – ASSURANCES

### 45.1 – Responsabilités

L'Etat et le Conseil Général du Val d'Oise seront responsables, chacun en ce qui les concerne et sans solidarité, des préjudices et dommages de toute nature (l'Etat et le Conseil Général du Val d'Oise étant considérés comme tiers entre eux) qui, du fait ou à l'occasion de l'exécution ou de l'inexécution partielle ou totale des obligations contractuelles, dont ils ont respectivement la charge aux termes de la présente convention pourraient être causés aux préposés, à tout tiers intervenant pour son compte, aux biens de chaque contractant, à tout tiers en général.

En conséquence chaque partie assume seule toutes les responsabilités mises à sa charge au titre de la présente convention.

### 4.2 – Assurances

Le Conseil Général du Val d'Oise souscrira les polices d'assurances nécessaires pour garantir les risques des obligations mises à sa charge au titre de la présente convention.

L'Etat pourra être son propre assureur ou souscrire les polices d'assurances nécessaires pour garantir les risques des obligations mises à sa charge au titre du présent contrat et notamment, une police d'assurance RC Atteintes à l'environnement garantissant les risques suivants causés au Conseil Général du Val d'Oise et à tous tiers en général :

- L'atteinte à l'environnement (notamment l'émission, la dispersion, le rejet, ou le dépôt de toute substance solide, liquide ou gazeuse diffusée par les eaux),
- Les frais de dépollution des sols (sol s'entendant par sol, le sous-sol et, par extension, les eaux de surface et les eaux souterraines) et des biens immobiliers (résultant d'une atteinte à l'environnement).

## ARTICLE 5 – MANQUEMENT A SES OBLIGATIONS PAR L'UNE OU L'AUTRE DES PARTIES

### 5.1 - Force Majeure

Au cas où l'une ou l'autre des parties se trouverait dans l'impossibilité d'exécuter l'une quelconque des obligations résultant de la présente convention par suite d'un cas de force majeure, elle devra le notifier à l'autre partie sans délai, par lettre recommandée avec avis de réception.

Si le cas de force majeure se prolongeait au-delà de 30 jours à compter de ladite notification, les parties se réuniraient pour décider ensemble s'il y a lieu de poursuivre la présente convention.

## 5.2 - Inexécution contractuelle

5.2.1 - Sous réserve de ce qui est prévu au 4-1 qui précède, tout manquement par l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles pourra entraîner la résiliation de la présente convention à l'expiration du délai qui sera fixé dans la mise en demeure adressée à la partie défaillante par l'autre partie, par lettre recommandée avec avis de réception, si ladite mise en demeure est demeurée sans effet.

5-2-2 - Il est précisé que :

- l'absence de mise en demeure ne saurait exonérer l'Etat de respecter ses obligations,
- la mise en oeuvre de l'une des procédures visées au 6-2-1 ci-dessus n'est en aucun cas exclusive des suites juridiques et financières de toutes natures auxquelles pourrait donner lieu le manquement par une partie à ses obligations contractuelles.

## ARTICLE 6 – DUREE - RESILIATION

### 6.1 - Durée

La présente convention prendra effet à la date de mise en service par l'Etat du tronçon de Francilienne et de ses ouvrages de stockage des eaux de ruissellement.

Le Conseil Général du Val d'Oise sera averti par l'Etat, par lettre recommandée avec avis de réception, de la mise service des installations au minimum un mois avant la date retenue, laquelle sera actée entre les parties au moyen d'un avenant à la présente convention.

La présente convention est conclue pour une durée de 10 ans qui commencera à courir à la date de mise en service des installations.

A l'issue de cette période, sauf dénonciation par l'une des Parties qui devra notifier sa décision à l'autre Partie par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis de 3 mois, elle se renouvellera tacitement pour une nouvelle et unique période de 10 ans.

### 6.2 - Résiliation

La résiliation de la présente convention peut intervenir à tout moment en cas de manquement à ses obligations par l'une ou l'autre des parties, dans le cadre des procédures organisées à l'article 5 qui précède.

En outre, elle peut intervenir également à tout moment par accord des parties.

Il est rappelé qu'en cas de résiliation, les parties seront tenues de respecter leurs obligations jusqu'à la date effective de résiliation.

## ARTICLE 7 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Tout projet de modification des ouvrages de raccordement ou du réseau d'évacuation du Conseil Général du Val d'Oise en aval du point de rejet des eaux provenant du bassin versant, de nature à avoir une incidence sur l'exécution de la présente convention, donnera lieu à concertation préalable entre les Parties.





A cet effet, la Partie à l'initiative du projet transmettra à l'autre Partie, au moins 3 mois avant sa mise en œuvre, un dossier de présentation du projet.

Les interlocuteurs techniques du Conseil Général du Val d'Oise et de l'ETAT feront leurs meilleurs efforts pour parvenir à un accord sur un projet tenant compte de l'intérêt des deux Parties.

En cas de différent persistant, ce dernier sera porté dans les délais les plus brefs possibles à la connaissance du Conseil Général du Val d'Oise d'une part et de l'ETAT d'autre part, qui examineront en commun les solutions à apporter.

Les modifications finalement arrêtées donneront lieu à l'établissement d'un avenant à la présente convention.

#### **ARTICLE 8 – LITIGES**

En cas de litiges relatifs à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention, il est convenu que les parties soumettront le différent à une commission de conciliation composée de deux représentants de chacune des parties et des représentants du Préfet coordonnateur chargé de la police de l'eau, s'appuyant éventuellement sur l'avis des services techniques compétents.

Cette commission de conciliation devra rendre son avis dans un délai maximal de 6 mois. Pendant ce délai, les parties continueront d'exécuter leurs obligations nonobstant le différent en cours.

Si au terme de ce délai, la commission n'avait pas rendu son avis, ou à défaut d'accord de l'une des parties sur ledit avis, le litige pourra être porté par la partie la plus diligente devant le Tribunal Administratif territorialement compétent.

#### **ARTICLE 9 -- DIVERS**

##### **9-1 - Accords antérieurs**

Tous accords antérieurs intervenus entre les mêmes parties et ayant le même objet que la présente convention sont nuls.

##### **9-2 Notifications**

Pour l'application de la présente convention, les interlocuteurs des parties seront les personnes désignées ci après :

Pour le CG95	Pour l'ETAT
	L'Ingénieur d'Arrondissement Arrondissement Territorial Nord Barrage de la Marne 77109 MEAUX CEDEX tél. : 01.60.32.13.00 - fax : 01.64.34.26.28

Fait en 2 exemplaires originaux,

**A Cergy, le**

Pour le CG95

xxx

**A MELUN, le**

Pour l'Etat

M. le Directeur Départemental de  
l'Equipe ment

Annexes :

- 1 – plan du bassin versant
- 2 – plan de raccordement au réseau

